|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |

|  |
| --- |
| **Evaluation à mi-parcours du projet « Création d’un marché pour le développement et l’utilisation des ressources de biogaz en Guinée »** |

RAPPORT FINAL

Janvier 2019

Présenté par Alexandre Diouf,

Consultant en Evaluation de programme.

# Informations de base du rapport (page d’ouverture ou page du titre)

|  |  |
| --- | --- |
| Titre du projet appuyé par le PNUD est financé par le FEM | Création d'un marché à des fins de développement et d'utilisation de ressources en biogaz en Guinée. |
| Numéro PIMS du PNUD et numéro d’identification du projet du FEM | 4780 \_ 00094115 |
| Echéances de L’évaluation à mi-parcours et date du rapport d’examen à mi-parcours | Mars 2016 \_ Novembre 2018 \_ 10 Décembre 2018 |
| Région et pays concernés par le projet | Afrique de l’Ouest \_ République de Guinée |
| Domaine d’intervention opérationnel/programme stratégique du FEM | Protection de l'environnement et gestion durable des ressources naturelles |
| Organisme d’exécution/partenaire de mise en œuvre et autres partenaires liée au projet | Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MEEF). \_ Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) Guinée |
| Membres de l’équipe chargée de L’évaluation à mi-parcours | Alexandre Diouf, Consultant indépendant. |

**Remerciements**

Cette évaluation à mi-parcours a été réalisée en Guinée. Beaucoup de personnes ont participé à sa préparation, à la collecte de donnée et à aider dans la compréhension du projet et de l’environnement en général. Qu’ils trouvent ici ma reconnaissance. Il s’agit nommément :

Du Docteur Boiro, du Docteur Bayo et de Mr Demba Diop pour leur appui durant la phase de terrain, à travers eux, tout le staff du projet,

Du staff du PNUD représenté par Eloi Kouadio IV, Mamadou Ciré Camara, Mamadou Kalidou Diallo et Saliou Toure, de même que les collègues du procurement,

Du Directeur du PEED, de Mr Camara qui a accompagné le travail de terrain pour nous introduire au niveau de chaque autorité,

Des autorités locales qui nous ont accueilli à Mamou et à Kindia,

Des maçons qui ont largement contribué dans la collecte des données et des bénéficiaires qui ont bien voulu nous recevoir dans leurs ménages et nous exprimer leurs sentiments par rapport au systèmes reçus.

A tous ceux qui n’ont pas été nommés ici et qui ont contribué directement ou indirectement à la réalisation de cette évaluation.

# Table des matières

[Informations de base du rapport (page d’ouverture ou page du titre) 2](#_Toc536654909)

[i. Table des matières 4](#_Toc536654910)

[ii. Acronymes et abréviations 5](#_Toc536654911)

[1. Résumé 6](#_Toc536654912)

[2. Introduction 13](#_Toc536654913)

[**Phase de démarrage** 13](#_Toc536654914)

[**Phase de collecte de données** 13](#_Toc536654915)

[3. Description du projet 16](#_Toc536654916)

[4. Résultats et discussions 20](#_Toc536654917)

[1. Stratégie de projet 20](#_Toc536654918)

[2. Progrès vers la réalisation des résultats 29](#_Toc536654919)

[3. Mise en œuvre des projets et gestion adaptative 34](#_Toc536654920)

[4. Durabilité 39](#_Toc536654921)

[5. Conclusions 40](#_Toc536654922)

[6. Leçons apprises 41](#_Toc536654923)

[7. Recommandations 42](#_Toc536654924)

[8. Annexes 47](#_Toc536654925)

[Annexe 1 : Directives relatives au contenu du Rapport d’examen à mi-parcours 47](#_Toc536654926)

[Annexe 2 : Matrice d’évaluation de L’évaluation mi-parcours 48](#_Toc536654927)

[Annexe 3 : Cadre des résultats du projet 51](#_Toc536654928)

[Annexe 4 : Guides d’entretien 57](#_Toc536654929)

[**Equipe du Projet** 57](#_Toc536654930)

[**Equipe du PNUD** 58](#_Toc536654931)

[**Partenaires publics** 59](#_Toc536654932)

[**Bénéficiaires potentiels** 59](#_Toc536654933)

[**Acteurs financiers potentiels** 60](#_Toc536654934)

[**Autres acteurs potentiels du projet** 60](#_Toc536654935)

[Annex 5 : Liste des personnes rencontrees 61](#_Toc536654936)

# Acronymes et abréviations

ANAMIF Agence Nationale de la Microfinance

APR Examen annuel du projet

BAD Banque africaine de développement

CCNUCC Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques

CERESCOR Centre de Recherche Scientifique de Conakry-Rogbanè

CO Bureau de pays du PNUD

CO2 Dioxyde de carbone

DSRP Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté

EDG Électricité de Guinée

EIE Étude d'impact environnemental

FAO Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FEM Fonds pour l'environnement mondial

FSM Mécanisme de soutien financier

GES Gaz à Effet de Serre

IPP Producteur indépendant d'électricité

LED Diode électroluminescente

LPDSE Lettre de politique de développement du secteur énergétique

MAAN Mesures d'atténuation adaptées au contexte national

MEEF Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts

ONG Organisation non gouvernementale

PANA Plan d’action national d’adaptation aux changements climatiques

PIF Formulaire d'identification du projet

PIR Examen de la mise en œuvre du projet

PMU Unité de gestion de projet

PNIASA Plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire

PNUAD Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement

PNUD Programme des Nations Unies pour le développement

PPA Contrat d'achat d'électricité

PPG Financement pour la préparation du projet

PRONIASE Programme national intégré d'accès aux services énergétiques

QPR Rapport d'étape trimestriel

REDD Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts

RSC Centre de service régional du PNUD

RTA Conseiller technique régional du PNUD

S&E Suivi et évaluation

1. Résumé

Tableau d’informations relatives au projet

|  |  |
| --- | --- |
| Titre | Création d'un marché à des fins de développement et d'utilisation de ressources en biogaz en Guinée. |
| Date Debut /Date fin | Mars 2016 / Décembre 2019 |
| Numéro PIMS du PNUD | 4780 |
| numéro d’identification du projet du FEM | 00094115 |
| Organisme d’exécution/ partenaire de mise en œuvre | Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MEEF). \_ Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) Guinée |

Description du projet

Le projet de « Création d’un marché pour le développement et l’utilisation des ressources de biogaz en Guinée » a débuté en Mars 2016 avec un financement du FEM pour une durée de quatre ans ans. Le projet s’inscrit dans le cadre de la protection de l’environnement et la gestion des ressources naturelles à travers principalement la réduction des émissions de Gaz à effet de serre liées à la consommation d'énergie à usage domestique. Il vise la création d'un marché viable et efficace pour la production, la commercialisation et l’utilisation généralisées de technologies de biogaz en Guinée à travers trois composantes interconnectées : 1) le développement d'un cadre politique, institutionnel, juridique et réglementaire adéquat ; 2) une chaîne d'approvisionnement en technologies à base de biogaz durables et abordables ; et 3) des capacités et une sensibilisation accrues des IMF et des consommateurs afin d'adopter des technologies à base de biogaz et de miser sur les retombées économiques et environnementales en découlant.

Résumé de l’avancement du projet

A mi-parcours, le projet a atteint plusieurs objectifs : 1- Le cadre politique, institutionnel, juridique et réglementaire est actuellement en finalisation. Le projet a enrôlé un expert du ministère de l’énergie pour aider au développement du cadre. Durant l’évaluation à mi-parcours, il a été constaté que le cadre a déjà été développé. Les techniciens sont en train de finaliser quelques détails avant de le passer au niveau de la présidence pour qu’il soit proposé comme loi. Le projet est entrain de canaliser les efforts pour un plus grand soutien du cadre afin qu’il soit adopté au plus vite. Vu le niveau d’engagement, il est à espérer que le cadre va être adopté dans les mois à venir. 2- L’ANAMIF qui devait servir de socle pour recevoir un fonds devant servir à subventionner l’achat des systèmes de biogaz par les ménages, a disparu avant le début du projet.

De même, le projet a opté de ne pas signer de conventions avec les institutions de micro finance car les modalités de financement du PNUD via le FEM ne l’autorisent pas. A la fin, le projet a pris l’option de financer directement les 60% du cout des bio digesteurs et de demander une contribution des ménages bénéficiant de ces systèmes, à hauteur de 40%. De même le projet, après analyse, a conclu que l’intéressement du secteur privé exigerait un investissement supplémentaire du projet en ressources humaines et financières ; ressources dont le projet ne dispose pas au stade actuel de mise en œuvre. Le privé ne pouvait pas être intéressé à investir dans le biogaz a l’état actuel des choses car il n’existait pas de demande significative et solvable sur le terrain. De ce fait, le projet a décidé de faire importer directement les équipements servant dans la mise en place des systèmes de bio digestion. Ces deux approches constituent une déviation significative par rapport à la planification initiale du projet. Le projet qui a quatre staff (un Directeur National, un expert technique, une assistante administrative et un chauffeur) est supporté par un conseiller technique à temps partiel. Malgré cela, le personnel est surchargé de travail à cause de l’effort additionnel induit par le changement de stratégie. A mi-parcours, le projet rapporte avoir installé 525 bio digesteursbio digesteurs domestiques de petite tailles (contre 1100 comme cible à mi-parcours) et 1 bio digesteur institutionnel de grande taille contre 5 qui étaient ciblés à mi-parcours.

Le tableau suivant est un résumé de l’évaluation de la performance du projet à mi-parcours :

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Stratégie de projet** | **Indicateur[[1]](#footnote-1)** | **Niveau de référence[[2]](#footnote-2)** | **Niveau lors du premier PIR (auto-déclaré)** | **Cible à mi-parcours[[3]](#footnote-3)** | **Cible à la fin du projet** | **Niveau et évaluation à mi-parcours[[4]](#footnote-4)** | **Évaluation obtenue[[5]](#footnote-5)** | **Justification de l’évaluation** |
| **Objectif :** | Réduction des émissions (en tonnes de CO2 sur une période de 20 ans) | 0 | 0 |  | 1 026 000 t CO2 |  | MS | A mi-parcours, seul 525 systèmes domestiques et 1 système institutionnel ont été installé. Le marché ne va pas s’étendre sans subventions |
|  | Nombre de digesteurs installés (domestiques et à grande échelle) | 0 | 0 | 1105 (400+700+5) | 2010 |  | MS | A mi-parcours, seul 525 systèmes domestiques et 1 système institutionnel ont été installé. Le marché ne va pas s’étendre sans subventions |
|  | Énergie produite par capacité installée durant le projet en MWh | 0 | 0 |  | 64 270 MWh |  | MS | A mi-parcours, seul 525 systèmes domestiques et 1 système institutionnel ont été installé. Le marché ne va pas s’étendre sans subventions |
|  | Nombre d’emplois crées | 0 | 0 |  | 3500 |  | MS |  |
|  | Existence d'une politique et d'un cadre réglementaire adéquats | Pas existant | Pas existant |  | Politique promulguée et mise en application |  | S | La politique était entrain d’être finalisé au niveau des experts au moment de cette évaluation |
|  | Existence d'une politique et d'un cadre réglementaire adéquats. | Pas existant | Pas existant |  | Politique promulguée et mise en application |  | S | La politique était entrain d’être finalisé au niveau des experts au moment de cette évaluation |
|  | Développement de la capacité des parties prenantes. | Pas existant | Pas existant |  |  |  | S | Plusieurs acteurs ont été formés, principalement les maçons. |
|  | Réalisation d'une évaluation exhaustive du marché relatif au potentiel du biogaz. | Pas existant | Pas existant |  | Evaluation finalisée |  | HS | L’évaluation a été complétée |
|  | Capacité des digesteurs de biogaz installés (en nombre d'unités et capacité MW totale) | 0 | 0 |  |  |  | MS | Le nombre installé est légèrement inférieur à la cible a ,i parcours |
|  | Mécanisme de soutien financier (FSM - Financial Support Mechanism) établi au sein de l'ANAMIF. | Pas existant | Pas existant | FSM établi | FSM établi |  | HU | Le FS M n’existe pas , l’ANAMIF a disparu |
|  | Accès au financement disponible pour les producteurs de biogaz. | 0 | 0 |  | 2000 systèmes domestiques et 10 institutionnels financés |  | U | Aucun financement disponibilisé a travers les IMF |
|  | Un investissement dans la technologie du biogaz est en cours. | 0 | 0 | 2 millions USD | 1 |  | U | Aucun investissement conséquent n’a été fait par un acteur du marché |
|  | Jusqu'à 2 000 petites unités (6 m3) domestiques installées. | 0 | 0 |  | 2000 |  | S | Résultat inférieur à la cible à la cible à mi parcours |
|  | Jusqu'à 10 bio digesteurs de gros volume (20 m3 ou plus) installés. | 0 | 0 |  | 10 |  | U | Seul un système a été installé sur les dix à installer durant la duree de vie du projet |
|  | Indicateurs d'impact disponibles. | Pas existant | Pas existant |  | Système fonctionnel |  | U | Le système de suivi évaluation est théoriquement entrain d’être finalisé |
|  | Sensibilisation au biogaz et à ses possibilités | Pas existant | Pas existant |  | Pas de cible |  | MS | Les sensibilisations se font mais touchent un nombre limite de personnes à cause de la stratégie du porte-àporte |
|  | Capacité existante pour des services d'installation et d'entretien | Pas existant | Pas existant | Pas de cible | Pas de cible |  | MS | Les maçons sont entrain d’être formés pour cette tache. |
|  | Existence de programmes de formation au prêt en matière de biogaz. | Pas existant | Pas existant | Pas de cible | Pas de cible |  | U | Le IMF ne sont pas impliquées dans la mise en œuvre |
|  | Existence de modules de formation pour la construction et l'entretien du biogaz. | Pas existant | Pas existant | Pas de cible | Pas de cible |  | S | Les modules existent et seront à parfaire |
|  | Existence de programmes de formation pour l'utilisation du biogaz et du lisier. | Pas existant | Pas existant | Pas de cible | Pas de cible |  | S | Le programme est envoie d’être mis en place |
|  | Disponibilité des campagnes publiques de sensibilisation visant à accroître l'utilisation de biogaz. | Pas existant | Pas existant | Pas de cible | Pas de cible |  | MS | Les campagnes existent mais la stratégie ne permet pas d’atteindre un nombre critique. |

**Conclusion et recommandations**

Le projet voulait au départ aider le pays à mettre en place un environnement juridique et règlementaire afin de supporter le développement d’un marché du biogaz. Cet environnement établi, susciterait alors l’intérêt du secteur privé qui y verrait une opportunité et investirait dans la technologie. Pour cela, le projet comptait sur la mise en place d’un mécanisme financier innovant devant permettre de motiver le secteur privé à investir et les ménages. Malheureusement l’ANAMIF qui devait servir de socle au FSM a disparu avant le début du projet, laissant un vide que le projet devait nécessairement combler pour pouvoir démarrer les travaux de construction des bio digesteurs. Après plusieurs concertations, il a été décidé que le projet prendrait directement en charge la subvention des bio digesteursbio digesteurs sans passer par le FSM ou les Institutions de Microfinance à cause de la nature même des fonds alloués par FEM/PNUD.

La prise en charge directe de la subvention par le projet a permis de démarrer les activités de construction des bio digesteurs. A mi-parcours, le projet en avait déjà construit 526 contre 1105 qui étaient prévu. L’écart entre les prévisions et le niveau de performance est dû aux lenteurs accusées pour démarrer les activités. Le projet subventionne à près de 60% les bio digesteurs construits. Cette prise en charge directe de la subvention par le projet écarte de fait les IMF qui devaient jouer un rôle important dans le marché du biogaz. S’il est vrai que les IMF ne sont pas bien organisées, il n’en demeure pas moins que le projet aurait pu mettre en place un accompagnement léger de ces institutions et les aider à mettre en place des produits financiers adaptés pour le financement des systèmes de biogaz.

De même, la subvention continue et sans plan d’incitation institutionnelle adéquate du secteur privé pourrait gravement distordre, de manière significative le marché, rendant presque impossible tout acteur du marché à se lancer dans un investissement sur les systèmes de biogaz qui apparaitraient trop chers en l’absence de subvention. De l’expérience des autres pays, il ressort que le marché prend du temps à s’établir (une dizaine d’années à peu près), mais que l’investissement initial est bien souvent hors de portée des ménages ruraux, ce qui appelle une subvention de la part du gouvernement. Le projet pourrait tout de même mettre en place un schéma de subvention décroissant en préparation de son retrait.

Malgré la subvention actuellement assurée par le projet, la cible de 1100 bio digesteurs n’a pas été atteinte à mi-parcours à cause de la lenteur à démarrer le projet mais aussi et surtout à cause de l’option de faire lever la demande par les maçons. Ces derniers s’y adonnent en faisant du porte-à-porte, ce qui limite le nombre de ménages qu’ils peuvent atteindre. Les maçons et autres artisans n’étant pas organisés en entreprises coopératives, leurs activités économiques ne pourraient pas s’inscrire dans la durée. Le projet gagnerait en développant des partenariats avec des groupes entrepreneuriaux susceptibles d’investir sur ce marché en vue de se faire des profits.

Le projet n’a pas aussi mis en place un plan de communication à la hauteur de ses aspirations, particulièrement lorsque l’on sait que la technologie est nouvelle dans plusieurs zones ciblées.

Au terme de cette Evaluation, les recommandations suivantes sont faites pour la suite du projet :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **N** | **Recommandation** | **Justificatif** | **Priorité** | **Moyen de Verification** |
| **Au projet** | | | |  |
| 1 | Il Faut mettre en place un système de Suivi Evaluation complet avec des outils standards et les utiliser. De même les indicateurs de performance du projet et les cibles associées doivent être revus pour mieux coller à la réalité du projet. | Le manque de système standardisé de suivi Evaluation et des outils adéquats fait qu’il soit difficile de bien appréhender la performance du projet. La stratégie actuelle du projet étant significativement différente de ce qui a été planifié, il convient de réviser les indicateurs de performance et les cibles associées | Haute | Système de suivi-évaluation mis en place et utilisé |
| 2 | Il faut urgemment nouer des relations avec les associations professionnelles, les groupements de femmes, les associations de développement pour leur proposer des partenariats visant à vulgariser le biogaz en offrant à leurs membres les avantages de la subvention | Le porte-à-porte adopté par les maçons pour lever la demande au niveau des communautés a une portée limitée. Pour mieux atteindre les ménages il est recommandé de s’allier aux groupes auxquels ces ménages appartiennent. | Haute | Partenariats dûment signés avec les organisations à base communautaire |
| 3 | Il faut mettre en place des partenariats avec les IMF et les accompagner à proposer des produits financiers utilisables pour le biogaz.  N.B. : Au-delà des IMFs , le projet pourrait considérer la possibilité de travailler avec d’autres institutions financières formelles comme les banques. | L’investissement initial en équipement est lourd pour le ménage souhaitant un système de biogaz. De ce fait, aider les IMF à mettre en place des produits financiers adaptés et les pousser à offrir ces produits va participer à soutenir l’expansion de la technologie au-delà de la durée de vie du projet. | Haute | Partenariats signés et mis en œuvre avec les IMFs |
| 4 | Il faut définir les modalités de gestion du fonds PNUD ; sensibiliser les associations de patronat avant de mettre en place le fonds devant inciter le secteur privé à investir dans l’importation des équipements du Biogaz | L’implication du secteur privé pour les investissements à venir est aussi importante que celle des IMF. | Moyenne | Associations patronales sont sensibilisées et mise en place d’un fonds de garantie patronale |
| 5 | Il faut mettre en place un programme complet de communication et le mettre en œuvre. Ce programme devra aller au-delà du porte-à-porte fait par les maçons et inclura des sessions de communication de masse à travers la radio, la télé, les cérémonies sociales, les marchés afin de toucher le plus de ménage possible | Le programme de communication complet permettra d’atteindre plus de monde lors des sessions de vulgarisation. | Haute | Stratégie de communication développée et mise en œuvre. |
| 6 | Il faut recruter, à temps partiel, un chargé de projet qui aura pour tâche de seconder le Directeur du projet et l’expert dans la planification et le suivi des activités Ce recrutement se fera bien entendu en accord avec l’ampleur du travail de mise en œuvre des activités du projet. | Le Directeur de projet et l’expert sont surchargés et ne se concentrent pas suffisamment sur leur rôle à cause de cette surcharge. Le projet gagnera a recruter un chargé de projet à même d’aider dans la planification et le suivi. | Haute | Le chargé du projet est recruté. |
| 7 | Il faut remettre en marche le premier biodigesteur qui a été construit a Mamou ou à défaut le relocaliser dans un autre ménage au niveau du même village | Ce bio digesteur est connu pour être le premier cas établi. Tous les bailleurs et autres partenaires au développement l’ont visité et continuent d’en parler. Le laisser dans l’état actuel reviendrait à dire directement que les systèmes implantés ne sont pas viables et ne dureront pas. | Haute | Mise en marche du premier biodigesteur à Mamou ou sa relocalisation dans un autre village |
| 8 | Il faut appuyer les démarches de mobilisation du cofinancement par le gouvernement | Le gouvernement n’a pas encore mobilisé le cofinancement malgré l’engagement qui a été faite | Haute | Cofinancement par le gouvernement mobilisé. |
| **Au PNUD** | | | |  |
| 9 | Il faut lancer des audits de la qualité des données pour vérifier entièrement le contenu de la base de données et mettre en place une base de données complète des ménages bénéficiaires. | Tous les bio digesteurs répertoriés ne sont pas fonctionnels. Le consultant l’a vérifié en appelant au hasard les bénéficiaires identifiés dans la base de données alors que ce dernier les marquait comme titulaires de systèmes fonctionnels. | Moyenne | Audits de la qualité des données réalisés. |
| 10 | Il faut mettre en place un calendrier détaillé pour le suivi Evaluation et bien le suivre avec le staff du projet | Le Suivi Evaluation doit être assuré par le PNUD mais par manque de temps, toutes les activités y relatif ne sont pas toujours faites. | Moyenne | Calendrier de suivi et évaluation est mis en place. |
| 11 | Il faut mettre en place un outil simple de suivi de la mobilisation du cofinancement et dérouler un programme agressif de sensibilisation pour mobiliser ce cofinancement | Le cofinancement n’est pas suivi. Si le gouvernement n’a rien donné encore, les bénéficiaires participent. Cette participation des bénéficiaires et autres acteurs n’est pas totalement comptabilisée. | Moyenne | Obtention du cofinancement via un programme agressif de sensibilisation. |
| 12 | Il faut approuver une extension sans coûts additionnels de douze mois et permettre au projet de consolider les acquis en enrôlant le secteur privé et les IMFs | Le projet a pris du retard pour démarrer surtout avec la disparition de l’ANAMIF et la mise en place du FSM | Haute | Extension sans coûts additionnels obtenue. |
| **Au Gouvernement Guinéen** | | | |  |
| 13 | Il faut supporter les efforts consentis et libérer le cofinancement afin que le projet puisse faire plus dans la dissémination du biogaz et demander une extension sans couts additionnels de douze mois. | Le cofinancement est important pour réaliser totalement les objectifs du projet. | Haute | Cofinancement de l’Etat Guinéen accordé, extension demandée. |
| 14 | Il faut faire adopter le cadre réglementaire et juridique du biogaz pour permettre d’établir un environnement propice à son développement en Guinée | Le cadre juridique et réglementaire motivera une participation massive de tous les acteurs au développement du biogaz. | Moyenne | Adoption d’un cadre réglementaire et juridique du biogaz en Guinée |

1. Introduction

**Finalité et objectifs de l’évaluation**

L’évaluation à mi-parcours cherche à évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs et des résultats du projet, tels qu’énoncés dans le Prodoc, et mesurer les premiers signes de réussite ou d’échec du projet, de manière à définir les changements qu’il faut opérer pour remettre le projet sur la voie de la réalisation des résultats escomptés. L’évaluation à mi-parcours examine aussi la stratégie du projet et les risques concernant sa durabilité.

**Portée et méthodologie**

L’évaluation à mi-parcours s’est déroulée sur trois phases :

**Phase de démarrage**

L’évaluation a commencé à la suite de la sélection des consultants. Les documents relatifs au projet ont été partage avec le consultant international qui les a utilisés pour développer un rapport de démarrage. Le rapport de démarrage était basé sur les directives du FEM et du PNUD en ce qui concerne l’évaluation à mi-parcours des projets pareils. Le rapport a été soumis au PNUD GuinéeGuinée pour observations. A la suite du développement du rapport de démarrage, le consultant international a voyagé en Guinée pour rencontrer le staff du projet et du PNUD afin d’avoir un briefing sur le projet, les réalisations et les problèmes rencontres à ce jour. Ce briefing a permis au consultant de finaliser le rapport de démarrage.

**Phase de collecte de données**

Tous les représentants des acteurs directs du projet ont été rencontrés et leurs points de vue recueillis lors de cette évaluation. Pour ce faire, des entretiens individuels et en groupe ont été menés par l’évaluateur. Des outils spécifiques de collecte des données ont été finalises en fonction des questions évaluatives. Ces outils de collecte des données sont mis dans les annexes de ce document. La collecte de données s’est passée à Conakry mais aussi sur le Terrain à Kindia et à Mamou. Des entretiens individuels et des entretiens en groupe ont été menés. Les entretiens ont concerné le staff du projet, du PNUD, du PEDD, les représentants des collectivités locales, les bénéficiaires des systèmes installés, les maçons formés, de même que les experts des institutions impliquées dans la mise en œuvre. Le consultant a aussi utilisé l’observation directe comme outil de collecte d’informations supplémentaires. Grâce à l’observation, directe on peut constater l’effectivité des réalisations du programme. L’observation directe permet de conforter les informations projet, valider des statistiques et les données théoriques obtenues précédemment et de faire la situation du programme.

**Phase d’analyse des données et de rapportage**

Les données obtenues de plusieurs sources ont été triangulées et systématisées de manière à pouvoir répondre aux questions évaluatives. Lors de cette phase d’analyse les informations ont été rangées et analysées à la lumière de la recherche bibliographique et des constations qui ont été faites sur le terrain.

**Limites de l’évaluation à mi-parcours**

A cause du temps limité, il n’a été possible que de visiter deux zones du projet : Kindia et Mamou. Ces deux zones font le biogaz à partir des déchets de bovins. Le projet est présent en Guinée forestière et dans d’autres zones comme la partie forestière. Dans ces zones, la biodigestion se fait parfois avec les déchets de porcins. Les deux systèmes sont les mêmes mais les modalités d’accès qui différent font qu’il aurait été intéressant de visiter les deux environnements. Le projet est à mi parcours et tous les intervenants étaient disponibles pour les entretiens. Il n’y a pas eu de limites significatives à la réalisation de cette évaluation.

Structure du rapport d’évaluation a mi-parcours

La structure du rapport est donnée dans les termes de référence. Ce rapport est articulé comme suit :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **i.** | Informations de base du rapport *(page d’ouverture ou page du titre)*   * Titre du projet appuyé par le PNUD est financé par le FEM * Numéro PIMS du PNUD et numéro d’identification du projet du FEM * Echéances de L’évaluation à mi-parcours et date du rapport d’examen à mi-parcours * Région et pays concernés par le projet * Domaine d’intervention opérationnel/programme stratégique du FEM * Organisme d’exécution/partenaire de mise en œuvre et autres partenaires liée au projet * Membres de l’équipe chargée de L’évaluation à mi-parcours * Remerciements | | |
| **ii.** | Table des matières | | |
| **iii.** | Acronymes et abréviations | | |
| **1.** | Résumé *(3-5 pages)*   * Tableau d’informations relatives au projet * Description du projet (succincte) * Résumé de l’avancement du projet (entre 200 et 500 mots) * Tableau du résumé de l’évaluation et de la performance * Résumé concis des conclusions * Tableau de synthèse des recommandations | | |
| **2.** | Introduction *(2-3 pages)*   * Finalité et objectifs de L’évaluation à mi-parcours * Portée et méthodologie : principes de conception et d’exécution de L’évaluation à mi-parcours, son approche et ses méthodes de collecte de données, et limites de L’évaluation à mi-parcours * Structure du rapport d’examen à mi-parcours | | |
| **3.** | Description du projet et contexte *(3-5 pages)*   * Contexte de développement : facteurs environnementaux, socio-économiques, institutionnels et politiques ayant un intérêt pour l’objectif et la portée du projet * Problèmes que le projet cherche à régler : menaces et obstacles ciblés * Description et stratégie du projet : objectifs, réalisations et résultats escomptés, description des sites sur le terrain (le cas échéant) * Accords relatifs à la mise en œuvre du projet : brève description du Comité de pilotage du projet, principaux accords conclus avec les partenaires de mise en œuvre, etc. * Calendrier et grandes étapes du projet * Principales parties prenantes : liste récapitulative | | |
| **4.** | Résultats *(12-14 pages)* | | |
| **4.1** | Stratégie du projet   * Conception du projet * Cadre de résultats/cadre logique | |
| **4.2** | Progrès accomplis vers la réalisation des résultats   * Analyse des progrès accomplis vers les réalisations * Obstacles entravant encore la réalisation de l’objectif du projet | |
| **4.3** | Mise en œuvre du projet et gestion réactive   * Dispositions relatives à la gestion * Planification des activités * Financement et cofinancement * Systèmes de suivi et d’évaluation au niveau du projet * Participation des parties prenantes * Communication de données * Communication | |
| **4.4** | Durabilité   * Risques financiers pour la durabilité * Risques socio-économiques pour la durabilité * Cadre institutionnel et risques de gouvernance pour la durabilité * Risques environnementaux pour la durabilité | |
| **5.** | Conclusions et recommandations *(4-6 pages)* | | |
|  | **5.1** | | Conclusions   * Déclarations générales et équilibrées (fondées sur des données probantes et liées aux résultats de L’évaluation à mi-parcours) mettant en évidence les points forts, les points faibles et les résultats du projet |
| **5.2** | | Recommandations   * Mesures correctrices pour la conception, la mise en œuvre, le suivi et l’évaluation du projet * Mesures visant à suivre ou à renforcer les bénéfices initiaux du projet * Propositions d’orientations futures mettant en relief les principaux objectifs |
| **6.** | Annexes | | |

1. Description du projet

Le projet s’inscrit dans le cadre de la protection de l’environnement et la gestion des ressources naturelles à travers principalement la réduction des émissions de GES liées à la consommation d'énergie à usage domestique.

Il vise la création d'un marché viable et efficace pour la production, la commercialisation et l’utilisation généralisées de technologies de biogaz en Guinée à travers trois composantes interconnectées : 1) le développement d'un cadre politique, institutionnel, juridique et réglementaire adéquat ; 2) une chaîne d'approvisionnement en technologies à base de biogaz durables et abordables ; et 3) des capacités et une sensibilisation accrues des IMF et des consommateurs afin d'adopter des technologies à base de biogaz et de miser sur les retombées économiques et environnementales en découlant. Ce projet se centrera sur le développement et l'utilisation de technologies à base de biogaz afin de remplacer la biomasse forestière à laquelle a recours la majorité des ménages guinéens pour la cuisine ainsi que les combustibles fossiles importés utilisés par certaines entreprises commerciales/industrielles pour la génération de chaleur et/ou d'électricité requise dans le cadre de leurs activités commerciales.

Les résultats spécifiques du projet sont :

* **Résultat 1 :** Cadre politique et juridique/règlementaire simplifié et complet pour l'utilisation du biogaz en tant que source durable d'énergie renouvelable ;
* **Résultat 2 :** Promotion des investissements en technologies à base de biogaz via le recours à des mesures incitatives financières adéquates servant de catalyseurs aux promoteurs de projets ;
* **Résultat 3 :** Programme visant à soutenir la croissance d'un marché de fournisseurs et d'utilisateurs de biogaz et ses effluents, dans la perspective d’une amélioration globale des moyens de subsistance.

Le projet intervient dans 23 préfectures de la Guinée pour un budget total de 3.647.706 $US dont 2.647.706 $US du FEM, 500.000$US du PNUD et 500.000 $US du Gouvernement Guinéen qui intervient aussi en nature à hauteur de 500.000$US.

Les grandes dates du projet

**2016 :** c’est l’année de démarrage du projet

* Mars 2016: le projet biogaz a été lancé en mars 2016 ;
* Aout 2016 : recrutement de l’Expert en charge de la technologie ;
* 24 septembre 2016 : signature de la convention d’assistance technique avec le Burkina Faso qui a abouti à la formation des maçons.

**2017 :** année de démarrage de la construction des bio digesteurs

* Février 2017 : la formation des maçons et des encadreurs dans les préfectures Mamou et Faranah ;
* Du Mardi 11 au 21 avril 2017 : premier grand atelier de renforcement de capacité des maçons et des encadreurs ;
* Aout 2017 : première grande mission de contrôle de l’Unité de Gestion du Projet pour constater le démarrage effectif de la construction des biodigesteur par les maçons formés, chacun dans sa préfecture (Résultat : 13 bio digesteurs construits et fonctionnels).

**2018 :** c’est l’année à laquelle les maçons ont eu recours au service des animateurs pour augmenter leur capacité de sensibilisation de la population, ce qui a eu pour conséquence : l’augmentation de la demande au-delà de l’offre proposée par les maçons, d’où la nécessité de formation de nouveaux maçons. Ainsi, de février 2017 à octobre 2018, le nombre de maçons formés est passé de 35 à 131. Ce explique le passage du nombre de bio digesteurs de 55 (en janvier 2017) à 525 (en septembre 2018

La matrice suivante a été établie pour l’évaluation à mi-parcours du projet.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Questions de l’evaluation | Indicateurs | Sources | Méthodologie |
| Stratégie du projet : dans quelle mesure la stratégie du projet est-elle adaptée aux priorités du pays, à l’appropriation nationale et au meilleur moyen d’atteindre les résultats escomptés ? | | | |
| La mise en place d’un marché de biogaz est-elle pertinente en Guinée ? | Nombre d’acteurs du marché sensibilises  Nombre de fournisseurs de services dans le biogaz | Prodoc  Rapports trimestriels  Rapport annuels  Rapport de mission | Revue documentaire  Interviews avec les acteurs du projet  Analyse historique |
| Le projet répond-il aux priorités du pays ? | Inclusion du biogaz dans les plans de développement nationaux | Plans nationaux de développement  Prodoc | Revue documentaire  Interviews avec les acteurs du projet  Interviews avec les représentants des ministères clé.  Analyse historique |
| Le genre a-t-il été suffisamment intègre dans le projet ? | Pourcentage de femmes dans les activités.  Niveau de participation des femmes dans le projet | Rapports trimestriels  Rapport annuels  Rapport de mission | Revue documentaire  Interviews avec les acteurs du projet |
| Les indicateurs du projet sont-ils suffisamment SMART ? |  | Prodoc  Rapports trimestriels  Rapport annuels | Revue documentaire  Interviews avec les acteurs du projet  Interviews avec les représentants des ministères clé. |
| Les objectifs et résultats sont-ils suffisamment clairs ? |  | Prodoc  Rapports trimestriels  Rapport annuels | Revue documentaire  Interviews avec les acteurs du projet  Interviews avec les représentants des ministères clé. |
| Progrès réalisés vers les résultats : dans quelle mesure les réalisations et les objectifs escomptés du projet ont-ils été atteints jusqu’ici ? | | | |
| Les résultats planifies sont-ils en voie d’être atteints ? | Pourcentage d’atteinte des résultats | Prodoc  Rapports trimestriels  Rapport annuels  Rapport de mission | Revue documentaire  Interviews avec les acteurs du projet  Interviews avec les représentants des ministères clé |
| Le projet va-t-il installe les unités de biogaz domestiques et industriels tels que planifiées ? | Nombre d’unités de biogaz domestiques installes  Nombres d’unités de biogaz installées pour les acteurs institutionnels | Prodoc  Rapports trimestriels  Rapport annuels  Rapport de mission | Revue documentaire  Interviews avec les acteurs du projet  Interviews avec les représentants des ministères clé |
| Le FSM est-il fonctionnel ? | Existence du FSM  Opérationnalité du FSM | Prodoc  Rapports trimestriels  Rapport annuels  Rapport de mission | Revue documentaire  Interviews avec les acteurs du projet  Interviews avec les représentants des ministères clé |
| Le cadre législatif et la politique réglementaire ont-ils été finalises ? | Cadre legislatif et réglementaire finalises | Prodoc  Rapports annuels  Plans de développement national | Revue documentaire  Interviews avec les acteurs du projet  Interviews avec les représentants des ministères clé |
| Mise en œuvre du projet et gestion réactive : le projet a-t-il été mis en œuvre avec efficience et dans un bon rapport coût-efficacité ? Le projet a-t-il été en mesure de s’adapter à de nouvelles circonstances, le cas échéant ? Dans quelle mesure les systèmes de suivi et d’évaluation relevant du projet, la communication de données et la communication liée au projet favorisent-ils la mise en œuvre du projet ? | | | |
| le projet a-t-il été mis en œuvre avec efficience et dans un bon rapport coût-efficacité ? |  | Prodoc  Rapports trimestriels  Rapport annuels  Rapport de mission | Revue documentaire  Interviews avec les acteurs du projet  Interviews avec les représentants des ministères clé |
| Le projet a-t-il été en mesure de s’adapter à de nouvelles circonstances, le cas échéant ? | Changements intervenus dans le projet | Prodoc  Rapports trimestriels  Rapport annuels  Rapport de mission | Revue documentaire  Interviews avec les acteurs du projet  Interviews avec les représentants des ministères clé |
| Dans quelle mesure les systèmes de suivi et d’évaluation relevant du projet, la communication de données et la communication liée au projet favorisent-ils la mise en œuvre du projet ? | Efficacite du système de suivi evaluation | Prodoc  Rapports trimestriels  Rapport annuels  Rapport de mission | Revue documentaire  Interviews avec les acteurs du projet  Interviews avec les représentants des ministères clé |
| Durabilité : dans quelle mesure existe-t-il des risques financiers, institutionnels, socio-économiques et/ou environnementaux pour la durabilité des résultats du projet à long terme ? | | | |
| Le projet presente til un risque financier notamment en ce qui concerne la mobilisation du financement ? | Risque financier identifies | Prodoc  Rapports trimestriels  Rapport annuels  Rapport de mission | Revue documentaire  Interviews avec les acteurs du projet  Interviews avec les représentants des ministères clé |
| Le projet induit il des risque institutionnels ou socioéconomiques ? | Risques institutionnels et socioéconomiques identifies | Prodoc  Rapports trimestriels  Rapport annuels  Rapport de mission | Revue documentaire  Interviews avec les acteurs du projet  Interviews avec les représentants des ministères clé |
| Le projet vient-il avec des risques environnementaux ? | Risques environnementaux identifies | Prodoc  Rapports trimestriels  Rapport annuels  Rapport de mission | Revue documentaire  Interviews avec les acteurs du projet  Interviews avec les représentants des ministères clé |
| La durabilité du projet peut-elle être compromise et dans quelles conditions ? |  | Prodoc  Rapports trimestriels  Rapport annuels  Rapport de mission | Revue documentaire  Interviews avec les acteurs du projet  Interviews avec les représentants des ministères clé |

1. Résultats et discussions

## Stratégie de projet

Conception de projet :

Le projet « Création d’un marché pour le développement et l’utilisation des ressources de biogaz en Guinée » se trouve dans sa troisième année de mise en œuvre. Le projet s’inscrit dans le cadre de la protection de l’environnement et la gestion des ressources naturelles à travers principalement la réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre liées à la consommation d'énergie à usage domestique. Il vise la création d'un marché viable et efficace pour la production, la commercialisation et l’utilisation généralisées de technologies de biogaz en Guinée à travers trois composantes interconnectées : 1) le développement d'un cadre politique, institutionnel, juridique et réglementaire adéquat ; 2) une chaîne d'approvisionnement en technologies à base de biogaz durables et abordables ; et 3) des capacités et une sensibilisation accrues des institutions de microfinance et des consommateurs afin d'adopter des technologies à base de biogaz et de miser sur les retombées économiques et environnementales qui en découlent. La conception du projet est faite sur la base de quatre hypothèses et risques importantes, à savoir : 1) l’engagement constant des agences gouvernementales, 2) l’intérêt continu des investisseurs, 3) l’intérêt et la volonté des IMF à participer au financement et 4) l’intérêt des ménages agricoles.

Concernant la partie gouvernementale, le projet a été planifiée avec la majorité des entités gouvernementales concernées. Il est sous la tutelle du ministère de l’environnement et collabore avec les ministères de l’agriculture et de l’énergie. Il faut noter que la collaboration avec le ministère de l’énergie n’est pas optimale, à ce jour. Ce ministère qui est en charge de la politique énergétique du pays ne semble pas pleinement participer à la mise en place du cadre règlementaire du biogas à cause d’une planification qui ne les aurait pas totalement associés à la mise en œuvre des activités. En outre, l’utilisation du biogaz juste pour un foyer de cuisson et une lampe semble être de peu d’intérêt étant donné que leur vision inclut une génération et utilisation de l’énergie à des échelles plus importantes et pour des utilisations plus productives.

L’intérêt des investisseurs n’a pas encore été testé à ce jour. Le projet a eu quelques contacts informels avec quelques investisseurs potentiels et a fini par abandonner une collaboration avec eux à cause du manque de dynamisme. Des discussions avec le staff du projet, il est apparu que le projet veut susciter la demande des ménages avant de mobiliser les investisseurs qui y verraient automatiquement une bonne affaire. A ce jour, les parties privées qui se sont intéressés sont les maçons qui ont été formés à la construction du biodigesteur.

La participation des IMF à la mise en œuvre du projet a été stoppée par le projet malgré une mission de terrain qui a conclu qu’il était possible de passer par les IMF pour la mise en œuvre du projet.

|  |
| --- |
| 1. **Leçons tirées de la rencontre avec les OMF**   La rencontre avec les Institutions de Micro finance du pays a permis de faire les constats suivants :   * Aucune institution ne couvre entièrement le territoire national (toutes les sous-préfectures, districts et villages). * Le crédit rural est le plus grand réseau mais ne couvre pas toutes les communes rurales ; * FINADEV ne se trouve que dans quelques préfectures ; * la MGE couvre seulement quelques Préfectures de la haute-Guinée et la Guinée forestière ; * Le RAFOC couvre quelques préfectures de la haute Guinée. ; * YETEMAALI se trouve seulement en Basse Guinée (Conakry, Coyah, Forécariah et Kindia) ; * En fonction de leur implantation et de leur viabilité, seules cinq institutions de micro finances pourraient participer à la mise en œuvre du projet et qui sont les suivantes : CRG-SA, CPEC-G/Yètè Mali, FINADEV, RAFOC et MGE. * Le taux d’intérêt sur les crédits est relativement élevé et varie de 24% à 48%linéaire. Le cout de crédit pourrait être d’avantage élevé en fonction de l’éloignement des promoteurs de l’institution de financement.  1. **Conclusion et recommandations**   Au vu de l’analyse de la situation financière des institutions (manque de ressources), de l’étendue de leurs réseaux, nous tirons les conclusions et recommandations suivantes :   1. Le projet peut bien passer par ces institutions de micro finance comme intermédiaires pour financer les promoteurs des bios digesteurs. Selon leurs proximités des promoteurs de bio digesteurs ; choisir l’institution de microfinance la plus proche des promoteurs et définir le montant à mettre à disposition en fonction de la demande et des potentialités de la zone. 2. Un accent particulier doit être mis sur la promotion des bios digesteurs et les démonstrations de leurs avantages dans les zones à forte potentialité d’intrant pour créer l’engouement au niveau des promoteurs. 3. Un des maillons important constitue les artisans, il faut s’assurer de la proximité des artisans des promoteurs pour minimiser le cout de crédit. 4. Faire en sorte que les promoteurs après avoir rempli les conditions d’éligibilité, (demande, contribution…) ne reçoivent que les bio digesteurs installés. Les artisans sont payés directement après le service rendu ; les intrants sont payés et mis à disposition des artisans par le projet. Cela aura pour avantage de limiter le détournement des fonds. 5. Négocier le cout de crédit avec les institutions de microfinance qui inclut le cout de suivi ; à défaut, trouver des Organisations locale de suivi de crédit (organisations paysanne, ASF (Association des services financiers), ONG….pour assurer le suivi du processus de la demande au remboursement. Dans la seconde alternative, les institutions de microfinance seront utilisées uniquement comme banque de proximité pour recevoir les déboursements et les remboursements des promoteurs ; le mécanisme (centralisation de la demande, suivie de construction des bios digesteurs, suivis de remboursement, promotion/sensibilisation dans les communautés…) sera assuré par l’organisation de suivi choisie selon la Zone.   Extrait du rapport sur l’évaluation des IMF dans le cadre du projet Biogaz, de M. Souleymane COUMBASSA (Gestionnaire comptable du Programme Environnement et Développement durable du PNUD  et M. Ahmadou SOW (Directeur Exécutif de l’Association Professionnelle des IMF de Guinée/APIM-G) ; 2016. |

Il faut noter à ce niveau deux grands problèmes auxquels le projet s’est heurté : a) il n’a pas été prévu dans les procédures du PNUD de recevoir des paiements des organisations bénéficiaires d’un potentiels crédit-revolving ensuite b) l’ANAMIF sur lequel l’architecture du financement des bio digesteurs s’était basé a été dissout avant la mise en œuvre du projet. L’ANAMIF devait recevoir la partie de la subvention devant servir à financer les bio digesteurs et gérer ce fonds. Sa dissolution a plongé le schéma dans un flou qu’il a été impossible de résoudre assez vite. Tout cela a conduit au fait que les IMF ne sont pas impliquées dans la mise en œuvre du projet au moment de cette évaluation.

L’intérêt des ménages agricoles est la dernière hypothèse du projet. Cet intérêt dépend de la vulgarisation que le projet va faire pour disséminer la technologie et faire comprendre à ces ménages les bénéfices de la technologie. Il est jugé en fonction de la participation financière que les bénéficiaires sont prêts à faire pour acquérir le système. Au moment de cette évaluation, le projet avait disséminé déjà 525 bio digesteurs pour lesquels la participation des ménages est évaluée à 40% du cout. Ceci correspond à peu près à 27% de la cible globale du projet.

Le projet aide le gouvernement à atteindre les objectifs de la Politique énergétique nationale via la conception et l'adoption de politiques/règlementations et la mise à disposition de mesures incitatives financières visant à promouvoir l'utilisation du biogaz dans le pays.

Le projet a capitalisé sur l’expérience précédente de vulgarisation de la technologie en Guinée. En effet, il était ressorti de cette expérience que les systèmes de biogaz gérée de manière communautaire, ne parvenaient pas à durer. De ce fait une propriété individuelle a été retenue, chaque ménage intéressé devant participer au financement de son propre bio digesteur.

Le projet a aussi pris exemple sur des expériences similaires au Burkina Faso et au Sénégal. Par exemple, au lieu de susciter l’émergence de nouvelles entreprises, il se base sur la formation des maçons qui sont aussi formés en plomberie et installation du réseau transportant le gaz. Cela réduit le cout d’installation à cause de la réduction du nombre d’ouvriers. La sensibilisation des ménages est laissée au maçon formé qui est responsable de lever la demande. Une fois qu’il convainc un ménage alors il reçoit du projet un paiement correspondant Les maçons engagés dans la construction sont aussi responsables du suivi de ces bio digesteurs. Le fait que le suivi ne soit pas une activité rémunérée cause problème. Il en est de même du fait que la réception de la plupart des bio digesteurs est faite sur la base d’une déclaration du maçon.

Le projet prévoyait d’adopter une nouvelle approche permettant au secteur privé (et y compris les ménages individuels privés) pour mener l'initiative visant à développer et installer des digesteurs à biogaz en Guinée. Dans cette perspective, le rôle crucial du gouvernement consiste à créer un environnement propice à la réussite de cette modalité portée par le secteur privé. Conformément aux exigences du FEM, l'accent devait êtreêtre mis sur le développement de politiques et cadres règlementaires assurant un soutien croissant limité à des investissements importants d'un point de vue stratégique. Ces investissements visent la réduction de la déforestation liée à une consommation élevée en bois de chauffage, principalement pour la cuisine, en encourageant l'utilisation du biogaz. Cela devrait permettre à la GuinéeGuinée de fournir des services énergétiques modernes à la majorité de la population dans un souci de respect de l'environnement et du climat. En outre, « la volonté du pays hôte d'adopter des politiques favorables et de poursuivre les initiatives engagées » a été prouvée par le gouvernement via l'approbation de la Politique énergétique nationale en 2007, mise à jour en 2009 et 2012, afin, entre autres choses, de « mettre en place une architecture institutionnelle et organisationnelle visant à promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables, le développement des biocarburants et l'accès aux services énergétiques en milieu rural ».

Le projet a été planifié à la suite d’analyses de besoins des zones-cibles concernant l’accès à l’énergie et la préservation des forets. La production de biogaz à partir des déjections animales, qui sont disponibles, constitue une réponse appropriée à ce niveau.

|  |
| --- |
| Lors de la mise en œuvre du PPG, les critères suivants ont été définis pour la sélection des régions/sites des 2 000 digesteurs domestiques qui seront installés lors des 4 années du projet :  Disponibilité des matières premières (bouse de vache) - les chiffres du recensement révèlent que la taille du cheptel par ménage est plus importante en Moyenne Guinée (Mamou et Labé) qu'en Haute Guinée (Kankan et Faranah).  Disponibilité de l'eau tout au long de l'année et facilité d'accès aux matériaux de construction.  Intérêt des ménages potentiels pour la propriété de digesteurs. L'expérience acquise au cours de programmes antérieurs montre un plus grand intérêt et une plus grande motivation des ménages en Moyenne Guinée et Haute Guinée que dans les deux autres régions.  Utilisation des effluents par les exploitants - le jardinage/la petite agriculture sont très développés à Kindia, Mamou et Labé. Dans ces zones, il y a ainsi un fort potentiel d'utilisation des effluents des digesteurs à des fins de production alimentaire, soit comme conditionneur de sol soit comme engrais en lieu et place des engrais chimiques.  La disponibilité d'autres matières premières, par exemple les fientes de porcs/poulets, les produits agricoles mis au rebut et les tourteaux de palme.  La présence/l'intérêt des IMF actives dans ces régions et désireuses d'envisager d'offrir un nouveau prêt aux propriétaires/agriculteurs à des fins de développement du biogaz. |

La recherche du bois de chauffe pour les besoins de cuisson revient aux femmes dans les communautés rurales. Cette recherche de bois prend du temps que les femmes auraient t pu utiliser pour s’adonner à des activités sociales ou génératrices de revenus. De même, la cuisson des repas est une tache principalement assurée par les femmes. Faite avec le bois, elle expose les femmes aux fumées de combustion et ainsi à des maladies respiratoires. L’adoption du biogaz dans les ménages ruraux participe alors à donner de meilleures conditions de vie aux femmes en leur procurant plus de temps, en leur donnant le temps de mener des activités génératrices de revenus et en leur évitant de potentiellement contracter des maladies respiratoires. Ces aspects ont été pris en compte lors de la planification du projet.

La participation des femmes dans la mise en œuvre du projet n’a cependant pas été prises en compte. Par exemple, tous les maçons formés sont des hommes, même si traditionnellement c’est un métier réservé aux hommes.

Le projet devait stimuler la mise en place d’un marché du biogaz en GuinéeGuinée en suscitant l’intérêt des acteurs potentiels dans le marché et en facilitant la mise en place d’un environnement propice à cette activité. A mi-parcours, il apparait que des progrès sont en train d’êtreêtre faits pour la mise en place de l’environnement des affaires mais que le marché est loin d’êtreêtre établi. La raison principale est que la majorité du cout du bio digesteur est actuellement subventionnée et il n’y a aucun plan en place pour réduire sur le court ou moyen terme cette subvention. Les bio digesteurs sont actuellement subventionné à près de 60% de leur cout réel. De ce fait, il faudrait s’attendre à ce que les entreprises qui ont été mise en place pour les faire aient des difficultés à vendre le produit en l’absence de subventions à la fin du projet.

Des bio digesteurs ont été installés dans cette phase-pilote et il n’y a presque pas actuellement de mécanisme de suivi de la fonctionnalité de ces bio digesteurs. Durant la phase de terrain, il a été constaté que le premier bio digesteur a êtreêtre installé par le projet et qui servait de modèle avait cessé de fonctionner depuis plus de trois mois car abandonné par le propriétaire ; le projet n’était pas au courant de cet fait jusqu’au moment de l’évaluation. De même la réception des bio digesteurs construits qui est faite par les maçons pose un problème d’indépendance. Il ya beaucoup trop d’intérêts en jeu pour les maçons et cela pourrait influer sur leur jugement de la qualité des bio digesteurs installés. La mise en place d’un mécanisme indépendant de réception et de suivi des bio digesteur est urgente.

Cadre de résultats/cadre logique :

Le Projet utilise un ensemble de vingt et un (21) indicateurs de performance. Dans l’ensemble les indicateurs sont mal libellé et ne permettent pas toujours de bien mesurer la performance du projet. La matrice suivante fait une analyse de ces indicateurs et donne des propositions d’amélioration :

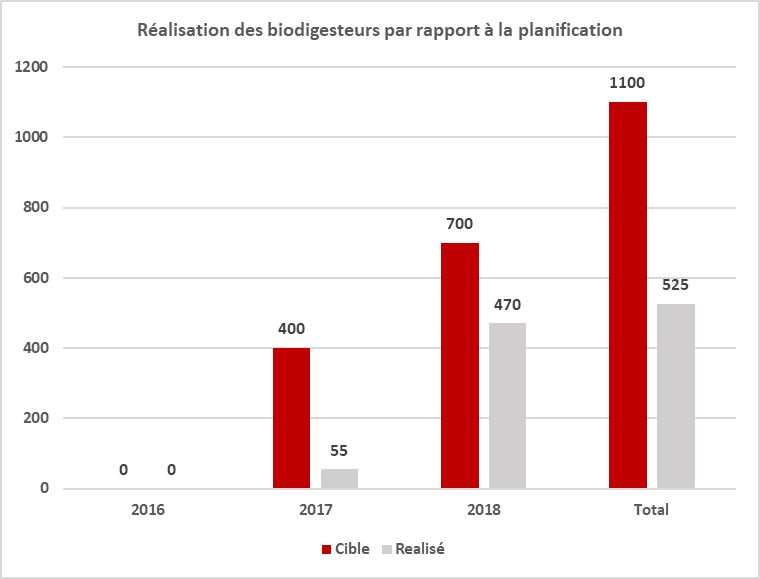
|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultats** | **Indicateurs** | **Diagnostic** | **Recommandations** |
| Objectif : Aider le Gouvernement à  surmonter les obstacles afin d'accroître de manière  significative l'utilisation des ressources de biogaz pour  répondre aux besoins en énergie du pays. | Réduction des émissions (en tonnes de CO2 sur une période de 20 ans) |  | Quantité moyenne d’émission de CO2 réduite. |
|  | Nombre de digesteurs installés (domestiques et à grande échelle) | Ceci est un indicateur de produits | Pourcentage des bio digesteurs fonctionnels à partir du sixième mois après installation. |
|  | Énergie produite par capacité installée durant le projet en MWh | Cet indicateur ne pourra pas êtreêtre mesuré car le système de suivi ne permet pas de mesurer les temps d’utilisation au niveau des ménages | Peut être abandonné car deux indicateurs sont suffisants au niveau de l’objectif général |
|  | Nombre d’emplois crées | La création d’emplois est une notion complexe. Dans la définition il faudrait préciser s’il s’agit d’emplois partiels ou a plein temps et combien d’heures de travail il faudrait avoir au minimum. Il faut aussi bien signifier la durée de ce travail : avoir travaillé dans un bio digesteur ne suffit pas pour être qualifié d’emploi crée. | Nombre d’emploi à temps partiels crées  Nombre d’emplois à temps plein crées. |
| Résultat 1 : Politique  D’énergie et cadre  réglementaire / juridique  rationalisés et exhaustifs,  pour l'utilisation de biogaz à titre de source durable  d'énergie renouvelable. | Existence d'une politique et d'un cadre réglementaire adéquats | Le terme adéquat prête à confusion | Existence d’un cadre juridique et réglementaire approuvé par l’autorité. |
| Produit 1.1 : Une politique et un cadre juridique /  réglementaire adéquats sur la production et l'utilisation de biogaz, sont formulés et opérationnels. | Existence d'une politique et d'un cadre réglementaire adéquats. |  | Finalisation du cadre juridique et réglementaire par les parties prenantes. |
| Produit 1.2 : Développement et renforcement de la capacité des décideurs et des parties prenantes afin d'assurer la direction des efforts pour la gestion d'un programme de développement et d'utilisation de biogaz d'une manière intégrée. | Développement de la capacité des parties prenantes. | Pas spécifique, pas mesurable | Nombre de personnes formées |
| Produit 1.3 : Réalisation  d'une évaluation exhaustive  du marché relatif au potentiel  du pays en ressources de  biogaz et développement  d'options pour une utilisation  du biogaz et du lisier. | Réalisation d'une évaluation exhaustive du marché relatif au potentiel du biogaz. |  | Evaluation du marché du biogaz complétée |
| **Résultat 2** : Promotion des  investissements en faveur de la technologie de biogaz grâce aux mesures d'incitation financière faisant office de catalyseur pour les développeurs de projet | Capacité des digesteurs de biogaz installés (en nombre d'unités et capacité MW totale) | L’indicateur ne mesure pas l’objet énoncé dans le résultat | Nombre d’entreprises ayant initié des investissements dans le biogaz  Nombre d’investisseurs soutenus financièrement |
| Produit 2.1 : Mécanisme de  soutien financier mis en place afin de soutenir  l'investissement en faveur de la technologie de biogaz aux niveaux domestique, institutionnel, commercial et industriel. | Mécanisme de soutien financier (FSM - Financial Support Mechanism) établi au sein de l'ANAMIF. | L’ANAMIF n’existe plus. Le projet pourrait entrer dans une collaboration avec les IMF directement | Nombre de bio digesteurs financé »s par les IMF |
| Produit 2.2 : PA Protocole  d'accord) signé avec  l'ANAMIF afin de définir  l'objectif, le mécanisme de financement, les règles  d'administration régissant le FSM. | Accès au financement disponible pour les producteurs de biogaz. | L’ANAMIF n’existe plus | Nombre d’IMF participant au financement des systèmes de biogaz |
| **Produit 2.3 :** Mesures  d'incitation financière et autres pour les applications de technologie du biogaz développées et mises en œuvre pour une utilisation à titre de substitut à l'engrais chimique et à la biomasse forestière. | Un investissement dans la technologie du biogaz est en cours. |  | Nombre d’investissements consentis par le privé pour l’utilisation du lisier comme engrais. |
| Produit 2.4 : Jusqu'à 2 000  petites unités (6 m3)  domestiques construites et  rendues opérationnelles. | Jusqu'à 2 000 petites unités (6 m3) domestiques installées. |  | Nombre de petites unités installées |
| Produit 2.5 : Jusqu'à 10  bio digesteurs de gros volume  (20 m3 ou plus) construits ou  installés par des clients  commerciaux ou  institutionnels ciblés  (abattoirs, centres médicaux  et centres de formation  professionnelle). | Jusqu'à 10 bio digesteurs de gros volume (20 m3 ou plus) installés. |  | Nombre de bio digesteurs institutionnels installés |
| Résultat 2.6 : Indicateurs  spécifiques développés pour le suivi et l'évaluation des impacts du projet sur le volume du bois de  chauffage/charbon et du  carburant diesel, supplantés par la production et la consommation de biogaz, le volume des GES évités  résultant de l'usage accru de la bouse de vache, des  déchets de cuisine, etc. pour la production de biogaz et les opportunités de création d'emplois dans le secteur du biogaz. | Indicateurs d'impact disponibles. | Les indicateurs existent il s’agit de les documenter et de pouvoir savoir leur valeur en tout temps. | Système de suivi évaluation efficace |
| Résultat 3 : Le programme  apporte son soutien à un marché croissant de  fournisseurs et d'utilisateurs du biogaz et de ses effluents, conduisant à une amélioration | Sensibilisation au biogaz et à ses possibilités | Pas spécifique, pas mesurable | Nombre de sessions de sensibilisation sur le biogaz  Nombre de ménages touchées par les sensibilisations sur le biogaz |
|  | Capacité existante pour des services d'installation et d'entretien | L’indicateur n’est pas suffisamment spécifique | Nombre de personnes formées à l’installation et à l’entretien des systèmes de biogaz |
| Produit 3.1 : Mise en place  d'une capacité des  IMF/établissements de crédit en vue de l’offre de crédits aux consommateurs (fermiers)/propriétaires de  digesteurs domestiques et  d'unités de plus gros volume. | Existence de programmes de formation au prêt en matière de biogaz. |  | Nombre d’IMF particpant au financement de la mise en place des systèmes de biogaz |
| Produit 3.2 : Modules de  Formation conçus pour les  bénéficiaires clés  (Constructeurs de  biodigesteur, producteurs de composants et techniciens de dépannage), y compris une  Qualification et la mise en  place de programmes  complets de formation. | Existence de modules de formation pour la construction et l'entretien du biogaz. |  | Nombre de modules de formations établis |
| Produit 3.3 : Capacité  développée des ménages  agricoles, établissements  institutionnels, commerciaux et industriels en matière  d'exploitation et d'entretien de leurs digesteurs à biogaz et de transformation du lisier d'un biodigesteur en produits de valeur. | Existence de programmes de formation pour l'utilisation du biogaz et du lisier. |  | Nombre de bénéficiaires individuels formés à l’exploitation et à l’entretien de leur système de biogaz |
| Résultat 3.4 : Acteurs clés de la chaîne de valeur  sensibilisés grâce à des  campagnes publiques de  sensibilisation portant sur la valeur du biogaz et de ses applications. | Disponibilité des campagnes publiques de sensibilisation visant à accroître l'utilisation de biogaz. | Pas mesurable et ne fait pas état de la performance. Les campagnes peuvent être disponibles sans toucher un nombre suffisant. | Nombre de sessions de sensibilisation  Nombre de personnes touchées par les sensibilisations |

Les cibles ne sont pas toujours définies avec le cadre logique du projet. Il est clair que 2000 systèmes domestiques et 10 systèmes institutionnels sont à mettre en place mais les nombre des personnes à former, des investisseurs à toucher, des IMF à inclure, le volume des investissements de même qu’une cible réaliste sur la quantité potentielle de CO2 dont l’émission a été empêchée restent à définir pour rendre le cadre logique adéquat.

Les objectifs du projet sont clairs et reflètent bien les priorités du gouvernement Guinéen en matière de développement des énergies renouvelables. Si au bout du projet, 2000 bio digesteurs domestiques et 10 bio digesteurs institutionnels seront réalisés grâce à la subvention donnée, il n’en demeure pas moins que le marché du biogaz ne sera certainement pas établi. Les bénéficiaires auront été largement subventionné et sensibilisé et l’expansion du biogaz devra par la suite se heurter à la barrière du cout réel, qui reste élevé sans subvention. La mise en place d’un marché rentable du biogaz dans lequel certains acteurs offrent le service demandé par un autre groupe d’acteurs sur la base d’un prix équilibré prendra encore du temps.

A mi-parcours, le projet est en train de finaliser le cadre réglementaire pour le biogaz en Guinée. 525 bio digesteurs domestiques ainsi que 1 biodigesteur institutionnel ont été installés.

La figure ci-dessous donne la progression dans la construction des bio digesteurs :



A mi-parcours, il devrait y avoir 1105 digesteurs installes. La différence est due au retard accuse pour le démarrage du projet. Un nombre indéterminé n’est pas fonctionnel mais il ne devrait pas dépasser la vingtaine. Le projet continue la sensibilisation avec les maçons pour la vulgarisation de la technologie. Des discussions avec les bénéficiaires, il est apparu que ceux dont les systèmes fonctionnent sont satisfaits des bénéfices qu’apportent le biogaz. Les discussions avec les femmes ont confirmé qu’en plus du gain de temps, elles ne sont plus envahies par la fumée de combustion du bois, méthode traditionnelle de cuisson qu’elles utilisaient. Le cadre logique actuel ne prend pas en compte la fonctionnalité des systèmes. Il est important pour le suivi de repasser dans les maisons bénéficiaires a des intervalles de temps réguliers et d’évaluer la fonctionnalité du système et le niveau de satisfaction des ménages. Ces deux paramètres sont les précurseurs et seuls gages d’une adoption a grande échelle sur le long terme.

## Progrès vers la réalisation des résultats

Analyse de progrès vers les réalisations :

Le tableau suivant donne une analyse du niveau d’atteinte des resultats :

**Tableau. Matrice des progrès vers la réalisation des résultats (Réalisations obtenues à la lumière des cibles de fin de projet)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Stratégie de projet** | **Indicateur[[6]](#footnote-6)** | **Niveau de référence[[7]](#footnote-7)** | **Niveau lors du premier PIR (auto-déclaré)** | **Cible à mi-parcours[[8]](#footnote-8)** | **Cible à la fin du projet** | **Niveau et évaluation à mi-parcours[[9]](#footnote-9)** | **Évaluation obtenue[[10]](#footnote-10)** | **Justification de l’évaluation** |
| **Objectif :** | Réduction des émissions (en tonnes de CO2 sur une période de 20 ans) | 0 | 0 |  | 1 026 000 t CO2 |  | MS | A mi-parcours, seul 525 systèmes domestiques et 1 système institutionnel ont été installé. Le marché ne va pas s’étendre sans subventions |
|  | Nombre de digesteurs installés (domestiques et à grande échelle) | 0 | 0 | 1105 (400+700+5) | 2010 |  | MS | A mi-parcours, seul 525 systèmes domestiques et 1 système institutionnel ont été installé. Le marché ne va pas s’étendre sans subventions |
|  | Énergie produite par capacité installée durant le projet en MWh | 0 | 0 |  | 64 270 MWh |  | MS | A mi-parcours, seul 525 systèmes domestiques et 1 système institutionnel ont été installé. Le marché ne va pas s’étendre sans subventions |
|  | Nombre d’emplois crées | 0 | 0 |  | 3500 |  | MS |  |
|  | Existence d'une politique et d'un cadre réglementaire adéquats | Pas existant | Pas existant |  | Politique promulguée et mise en application |  | S | La politique était entrain d’être finalisé au niveau des experts au moment de cette évaluation |
|  | Existence d'une politique et d'un cadre réglementaire adéquats. | Pas existant | Pas existant |  | Politique promulguée et mise en application |  | S | La politique était entrain d’être finalisé au niveau des experts au moment de cette évaluation |
|  | Développement de la capacité des parties prenantes. | Pas existant | Pas existant |  |  |  | S | Plusieurs acteurs ont été formés, principalement les maçons. |
|  | Réalisation d'une évaluation exhaustive du marché relatif au potentiel du biogaz. | Pas existant | Pas existant |  | Evaluation finalisée |  | HS | L’évaluation a été complétée |
|  | Capacité des digesteurs de biogaz installés (en nombre d'unités et capacité MW totale) | 0 | 0 |  |  |  | MS | Le nombre installé est légèrement inférieur à la cible a ,i parcours |
|  | Mécanisme de soutien financier (FSM - Financial Support Mechanism) établi au sein de l'ANAMIF. | Pas existant | Pas existant | FSM établi | FSM établi |  | HU | Le FS M n’existe pas , l’ANAMIF a disparu |
|  | Accès au financement disponible pour les producteurs de biogaz. | 0 | 0 |  | 2000 systèmes domestiques et 10 institutionnels financés |  | U | Aucun financement disponibilisé a travers les IMF |
|  | Un investissement dans la technologie du biogaz est en cours. | 0 | 0 | 2 millions USD | 1 |  | U | Aucun investissement conséquent n’a été fait par un acteur du marché |
|  | Jusqu'à 2 000 petites unités (6 m3) domestiques installées. | 0 | 0 |  | 2000 |  | S | Résultat inférieur à la cible à la cible à mi parcours |
|  | Jusqu'à 10 bio digesteurs de gros volume (20 m3 ou plus) installés. | 0 | 0 |  | 10 |  | U | Seul un système a été installé sur les dix à installer durant la duree de vie du projet |
|  | Indicateurs d'impact disponibles. | Pas existant | Pas existant |  | Système fonctionnel |  | U | Le système de suivi évaluation est théoriquement entrain d’être finalisé |
|  | Sensibilisation au biogaz et à ses possibilités | Pas existant | Pas existant |  | Pas de cible |  | MS | Les sensibilisations se font mais touchent un nombre limite de personnes à cause de la stratégie du porte-àporte |
|  | Capacité existante pour des services d'installation et d'entretien | Pas existant | Pas existant | Pas de cible | Pas de cible |  | MS | Les maçons sont entrain d’être formés pour cette tache. |
|  | Existence de programmes de formation au prêt en matière de biogaz. | Pas existant | Pas existant | Pas de cible | Pas de cible |  | U | Le IMF ne sont pas impliquées dans la mise en œuvre |
|  | Existence de modules de formation pour la construction et l'entretien du biogaz. | Pas existant | Pas existant | Pas de cible | Pas de cible |  | S | Les modules existent et seront à parfaire |
|  | Existence de programmes de formation pour l'utilisation du biogaz et du lisier. | Pas existant | Pas existant | Pas de cible | Pas de cible |  | S | Le programme est envoie d’être mis en place |
|  | Disponibilité des campagnes publiques de sensibilisation visant à accroître l'utilisation de biogaz. | Pas existant | Pas existant | Pas de cible | Pas de cible |  | MS | Les campagnes existent mais la stratégie ne permet pas d’atteindre un nombre critique. |

**Grille d’évaluation des indicateurs**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Vert = réalisé | Jaune = en voie de réalisation | Rouge = pas en voie de réalisation |

Au regard de la performance du projet, plusieurs constatations s’imposent :

* A mi-parcours, il devrait y avoir 1100 bio digesteurs domestiques et 5 bio digesteurs institutionnels. Ce résultat n’a pas été atteint à cause du retard accusé dans le démarrage des activités et de la difficulté à travailler avec les IMF.
* Les IMF qui devaient être la clé de voute du programme ne sont pas intégrés dans la mise en œuvre
* La mobilisation du secteur privé est presque inexistante alors qu’elle devrait servir de levier pour le projet
* La subvention accordée pour la construction des bio digesteurs est constante et dépasse de loin la participation des bénéficiaires, ce qui, sur le long terme, va freiner la dissémination de la technologie, en l’absence de subventions.
* Le projet a bien avancé avec la mise en place du cadre juridique et réglementaire. Au moment de cette évaluation, les techniciens apportaient les derniers réglages au projet de texte qui devrait par la suite passer au niveau du bureau du président pour approbation.

**Obstacles entravant encore la réalisation de l’objectif du projet**

Parmi les obstacles entravant la réalisation de l’objectif du projet on peut citer :

1. L’absence d’une stratégie de communication institutionnelle ad hoc : un plan de recrutement notamment d’un spécialiste en communication institutionnelle pourrait aider à suppléer à ce besoin. Il sied de signaler que la stratégie de communication devra tenir compte de la stratégie globale du projet. Un travail avec les IMFs et les acteurs directs du marché exige une stratégie opérationnelle approprié ;

2. L’absence d’une stratégie marketing adéquate : en effet, le recours au service des maçons comme porteur de la stratégie marketing sur terrain est la consécration de l’inefficacité du projet. En effet, n’étant pas organisés en entreprise, l’action des maçons étant par nature très limitée ;

3. L’inadéquation entre le nombre et les capacités des membres du personnel ainsi que les ambitions du projet en termes des livrables : en effet, impliquer les IMFs supposera plus de travail et donc la nécessité d’engager plus d’experts au projet. Ce sont ces derniers qui pourront assurer la mise en œuvre au quotidien des activités du projet.

**Perspective liée au genre :**

Le projet recèle de bénéfices au profit des femmes ; à savoir le temps gagné sur la récolte de bois de chauffage, la possibilité d’utiliser ce temps pour des activités génératrices de revenus et la réduction de l’exposition aux fumées de cuisson. La santé de la femme et de l’enfant se trouve améliorée due notamment au recul des maladies d’origine hydrique (par le chauffage de l’eau à boire).L’accès à la technologie est par la suite disponible pour tout ménage disposant au moins de huit têtes de bovins et d’eau de manière permanente. Les ménages dirigés par les hommes ou par les femmes reçoivent le même traitement. L’unité statistique pour la sélection des bénéficiaires est le ménage. Tout ménage intéressé et capable de mobiliser sa part de financement peut facilement accéder aux services du projet. Cela implique que le genre (masculin/féminin) du chef de ménage n’influe pas sur sa sélection. Nous pouvons cependant affirmer que dans le contexte actuel de la Guinee où la recherche de bois-énergie est exclusivement de la responsabilité des femmes, ce projet leur apporte un appui certain du fait de l’allègement de cette tâche.

## Mise en œuvre des projets et gestion adaptative

Mécanismes de gestion :

Le Ministère de l'Environnement et des Eaux et Forêts est le partenaire d’exécution national. En principe il devait fournir au projet des locaux comme contribution du gouvernement. Ceci n’a pas été fait et le projet a dû louer ses locaux en dehors pour démarrer ses activités. Le ministère a détaché un Directeur National qui est en charge du projet. Il est soutenu par un assistant de projet, une assistante administrative et un chauffeur. Vu le nombre de bio digesteurs à fournir et l’intensité du travail sur le terrain, il est clair que le projet est largement en sous-effectifs. Cela impacte négativement sur le niveau de performance et la qualité des services fournis. Par exemple, le suivi des activités sur le terrain en ce qui concerne la sélection des bénéficiaires, le suivi de l’avancement des travaux des maçons, la réception des travaux, le suivi de l’opérationnalité des bio digesteurs est assurée de manière minimale. Le staff du projet ne trouve pas suffisamment de temps pour tout bien faire.

Le Coordonnateur du projet est aussi aidé d’un conseiller technique principal qui appuie le projet de manière ponctuelle. Son rôle est plus orienté vers le conseil stratégique concernant la planification et la mise en œuvre. Dans le plan initial, le Suivi Evaluation du projet revient au PNUD qui appui le projet dans ce sens. Il faut remarquer à ce niveau que le responsable du suivi Evaluation est tout aussi débordé et s’occupe de plusieurs autres projets ; De ce fait il appuie, à hauteur de ses capacités le projet biogaz.

Comme indiqué dans le plan initial, un comité de projet a été mis en place. Il compte des représentants des ministères et services gouvernementaux pertinents (par ex. le Ministère de l'énergie et de l’Hydraulique, le Ministère de l'agriculture, le Ministère de l'élevage et de la production d'animaux) qui participent au projet, le Bureau pays du PNUD, le Directeur national du projet. Ce comité, contrairement au plan initial, n’inclut pas les des représentants des communautés bénéficiaires, des ONGs et du secteur privé. Il est donc principalement l’affaire du ministère et de ses agents et du PNUD.

Le PNUD apporte son appui au projet ; sur une base régulière, le staff du projet se réunit avec celui du PNUD pour planifier ensemble et résoudre les problèmes rencontrés. La participation du PNUD au suivi des réalisations est cependant minime. La fonction de Suivi Evaluation qui a été réservée au PNUD n’est pas suffisamment supportée. Les missions combinées entre PNUD et staff du projet pour le suivi des activités sont rares, voire inexistantes.

Planification des activités :

Le projet a été lancé en Mars 2016 pour une durée de quatre ans. Il a accusé des retards significatifs à cause des lenteurs administratives pour mettre en place l’équipe et définir les modalités d’intervention. Les modalités de gestions des fonds alloués à l’ANAMIF pour le financement partiel des bio digesteurs ont pris beaucoup de temps à être finalisées. Le projet s’étant rendu compte que l’ANAMIF n’existait plus et que les mécanismes de gestion du PNUD ne permettaient pas une gestion directe de la subvention, a dû se résoudre à administrer directement les subventions. Cette démarche a augmenté la charge de travail sur l’équipe de projet qui était déjà en sous-effectif. Si le choix de ce mécanisme a permis aux activités du projet de démarrer, il n’en demeure pas moins qu’il laisse en rade les IMF qui avaient un rôle important à jouer. Le retard accusé pour la réalisation des bio digesteurs est aussi dû au fait que seul les maçons se chargent de lever la demande des ménages après des sensibilisations au porte-à porte. Le nombre de ménages que ces maçons peuvent atteindre est limité et le projet gagnerait à changer d’approche de communication/sensibilisation. En effet, une mobilisation du patronat pourrait drainer des commandes qui dépasseraient facilement la capacité actuelle des maçons. Ceci devient un passage obligé lorsqu’on considère la possibilité d’obtenir un fonds de garantie via une stratégie de communication agressive.Des partenariats devraient pouvoir être signés avec les groupements de femmes, les associations professionnelles, les groupements d’intérêt économique pour proposer à leurs membres éligibles la mise en place des bio digesteurs. Cette approche accélèrerait la portée du projet et l’atteinte des résultats. Au moment de cette évaluation, ; le projet contemplait toujours l’idée de recruter un chargé de communication.

Le cadre de résultat a ainsi été modifié en prenant en compte le fait que l’ANAMIF n’existe plus. Le projet ne semble pas chercher à susciter un investissement privé dans le domaine du biogaz durant cette phase ; il en est de même de l’implication des IMF dans le financement des bio digesteurs. Une décision finale doit être faite concernant ces activités et les indicateurs de performance initialement introduits doivent maintenant être amendés pour aider a suivre et à évaluer le projet de manière adéquate.

**Audits mandataires :**Tout en ayant pas eu accès au rapport d’audit, Il convient de souligner ici la certification des comptes et dépenses du projet par un conseil indépendant recruté par le PNUD.

Financement et cofinancement :

Le tableau des financements et co-financements n’a pas été bien rempli avec ce projet. Les fonds provenant du FEM sont évalués à 2 647 706 USD, ceux du PNUD à 500 000 USD, de mêmemême que ceux provenant du Gouvernement GuinéeGuinéen. Le Proniase , le Cerescor devraient participer à hauteur de 8500000 USD et le secteur privé à hauteur de 1.500000 USD. Le tableau suivant donne le détail du financement planifié du projet par année :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Montant ($)**  **An 1** | **Montant ($)**  **An 2** | **Montant ($)**  **An 3** | **Montant ($)**  **An 4** | **Total ($)** |
| **FEM** | 1 618,000 | 442 000 | 326 706 | 261 000 | 2 647 706 |
| **PNUD** | 275 000 | 75 000 | 75 000 | 75 000 | 500 000 |
| **Gouvernement national** | 125 000 | 125 000 | 125 000 | 125 000 | 500 000 |
| **Gouv. nat. (PRONIASE)** | 1 000 000 | 2 000 000 | 3 000 000 | 1 500 000 | 7 500 000 |
| **CERESCOR/Université** | 250 000 | 250 000 | 250 000 | 250 000 | 1 ,000 000 |
| **Secteur privé** | 200 000 | 400 000 | 600 000 | 300 000 | 1 500 000 |
| **TOTAL** | **3 468 000** | **3 292 000** | **4 376 706** | **2 511 000** | **13 647 706** |

Ce tableau ne prend pas en compte la contribution des bénéficiaires dans le financement des bio digesteurs. Cette contribution est estimée à 40% du cout du biodigesteur.

A Mi-parcours, seuls les financements du FEM et du PNUD semblent être effectivement mobilisés. Le Gouvernement n’a pas encore réussi à mobiliser son financement. Le PRONIASE et le secteur privé même s’ils font des financements allant dans le sens de la réduction des gaz a effets de serre, n’ont pas signé de manière formelle des accords qui indiquent que leurs objectifs convergent avec ceux du projet.

Le projet ne dispose d’aucun outil de suivi du co-financement mobilisé. Il a été constaté que la planification des activités ne se fait que sur la base du financement octroyé par le FEM et le PNUD ; par exemple la location des locaux du projet qui aurait dû venir de la contribution du gouvernement est actuellement assuré avec le budget provenant du FEM.

Dans la gestion financière, le projet a adopté les procédures du PNUD. Aucun problème n’a été détecté à ce niveau.

Les depenses du programmes au cours des trois premieres annees sont données dans les tableaux suivants:

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2016 | | | |
|  | **Gov** | **PNUD** | **Total** | **Previsions** |
| Outcome 1: Developpement politique biogaz | 101,046 | 47,722 | 148,768 | 138 000 |
| Outcome 2: Promotion production biogaz | 0 | 42,248 | 42,248 | 1 325 000 |
| Outcome 3: Appui aux fournisseurs | 32,159 | 22,281 | 54,440 | 125 000 |
| Outcome 4: Gestion du programme | 41,145 | 51,125 | 92,271 | 105 000 |
| Total | 174,679 | 172,160 | 346,839 | 1 693 000 |

En premiere année d’intervention, le projet s’étant plus focalisé sur le developpement du cadre reglémentaire, a pu consommer plus de 90% du budget de la ligne budgétaire assignée à ce résultat. Cependant, les activités de promotion pour la production du biogaz n’avaient pas encore démarré ce qui a donné une utilisation du budget inférieure à 10% des previsions. Les appuis aux fournisseurs ont cependant dépassé de 100% les prévisions alors que la ligne relative à la gestion du programme a été utilisée à plus de 95%.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 2017 |  |  |  |  |
|  | **Gov** | **PNUD** | **Total** | **Previsions** |
| Outcome 1: Developpement politique biogaz | 18,423 | 64,970 | 83,394 | 84 000 |
| Outcome 2: Promotion production biogaz | 226,553 | 19,714 | 246,267 | 230 000 |
| Outcome 3: Appui aux fournisseurs | 131,214 | 10,145 | 141,359 | 98 000 |
| Outcome 4: Gestion du programme | 19,722 | 55,333 | 75,056 | 105 000 |
| Total | 395,913 | 150,509 | 546,422 | 517 000 |

En 2017, deuxième année d’intervention, les dépsenses du projet sur toutes les lignes confondues, se sont rapprochées nettement des prévisions. Le programme a pu par exemple démarrer l’installation des systèmes de biogaz ce qui a absorber le retard connu avec cette ligne pour cette année. Dans l’ensemble pour cette année, le programme a pu consommer 95% de son budget previsionnel.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 2018 |  |  |  |  |
|  | **Gov** | **PNUD** | **Total** | **Previsions** |
| Outcome 1: Developpement politique biogaz | 0 | 696 | 696 | 64 000 |
| Outcome 2: Promotion production biogaz | 676,329 | 119,075 | 795,404 | 105 000 |
| Outcome 3: Appui aux fournisseurs | 240,229 | 0 | 240,229 | 62 000 |
| Outcome 4: Gestion du programme | 102,905 | 58,926 | 59,307 | 105 000 |
| Total | 1,019,463 | 182,015 | 1,201,479 | 336 000 |

Pour la troisieme année d’intervention, toutes les dépenses n’ont pas été mise à jour au moment de l’évaluation mais vu la tendance, le projet était en voie de consommer tout le budget previonnel pour l’année.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Total |  |  |  |  |
|  | **Gov** | **PNUD** | **Total** | **Previsions** |
| Outcome 1: Developpement politique biogaz | 119,469 | 113,388 | 232,858 | 286 000 |
| Outcome 2: Promotion production biogaz | 902,882 | 181,037 | 1,083,919 | 1660 000 |
| Outcome 3: Appui aux fournisseurs | 403,602 | 32,426 | 436,028 | 285 000 |
| Outcome 4: Gestion du programme | 163,772 | 165,384 | 226,634 | 315 000 |
| Total | 1,590,055 | 504,684 | 2,094,740 | 2546 000 |

Dans l’ensemble, le projet a consommé 80% du budget prévisionnel pour les trois premières années, ce qui donné une légère sous-utilisation des fonds. La différence entre les dépenses et les prévisions provient principalement du sous-décaissement pour la promotion du biogaz et l’appui aux fournisseurs. La tendance devrait se stabiliser avec la dernière année d’intervention et si elle est accordée, la période d’extension demandée.

Systèmes de suivi et d’évaluation au niveau du projet :

Le Suivi Evaluation du projet est en principe sous le contrôle du PNUD. Les progrès effectués font l'objet d'un suivi sur la Plateforme de gestion axée sur les résultats (ERBM - Enhanced Results Based Management) du PNUD.

Les risques du projet sont suivis sous ATLAS. Il est vrai que des visites de terrain sont organisées régulièrement par le PNUD (au moins quatre fois par an) et une fois au moins par le RTA ; l’Unité de gestin du projet, la partie gouvernementale, le CTP font régulièrement des visites de terrain. Cependant, force est de constater que le projet n’a pas de manuel spécifique en Suivi Evaluation. Il n’a donc pas une méthode harmonisée et systématique pour évaluer le niveau des risques ou suivre les performances. Il n’y a actuellement aucun outil standard utilisé pour suivre les performances du projet. Les bénéficiaires finaux participent au suivi comme fournisseurs d’information. Il n’y a pas de mécanisme de feedback établi avec eux. De même les communautés participant au projet ne dispose pas d’une plateforme de concertation sur les activités du projet. En fait le projet considère chaque bénéficiaire comme un client individuel à qui l’on vend un système de biogaz.

Le projet prépare et soumet un rapport annuel qui contient les réalisations de l’année écoulée et les plans pour l’année suivante. La préparation de ce rapport est d’abord sous la responsabilité de l’équipe du projet, qui ensuite le soumet au PNUD pour validation, et au comité de projet avant d’être partagé avec le FEM. Les indicateurs du projet ne sont plus adéquats pour évaluer sa performance. Des recommandations ont été faites plus haut pour leur révision.

Participation des parties prenantes :

Le projet a signé un partenariat avec le projet biogaz de Burkina Faso qui lui donne un appui technique. Ce partenariat est bénéfique au projet car il lui permet de bénéficier de l’expérience du Burkina Faso dans le développement et la dissémination du biogaz, domaine dans lequel il a une très bonne réputation. D’ailleurs dans le cadre de ce partenariat, plusieurs experts dans différents domaines relatifs au biogaz ont déjà séjourné en Guinée pour appuyer le projet.

Les partenariats qui devaient lancer la participation du secteur privé, des associations professionnelles, des groupements de développement communautaire, des institutions de microfinance, n’ont pas été initiés. Cela procède de la volonté du projet d’adopter une stratégie différente de ce qui a été théorisé dans le document de projet. Comme conséquence, la participation de ces entités dans la planification et la mise en œuvre des activités est actuellement minime. Ces partenariats sont pourtant très utiles lorsqu’il s’agit de durabilité les résultats du projet.

Les parties prenantes gouvernementales appuient la mise en œuvre du projet. Elles sont engagées et manifestent leur intérêt chaque fois qu’il est nécessaire. Le gouvernement n’a pas mobilisé le co-financement nécessaire qui a été accepté lors de la planification, mais il n’en demeure pas moins que ses services appuient la mise en œuvre du projet lorsque cela est nécessaire. Au niveau du terrain, les autorités préfectorales par exemple sont bien au courant du projet et ont réitéré leur veux de voir le projet s’étendre beaucoup plus dans leurs zones.

La sensibilisation des ménages qui peuvent potentiellement bénéficier du projet est du ressort des maçons. Ces derniers sont chargés d’aller de porte à porte et de sensibiliser les ménages sur les bénéfices du Biogaz. Une fois qu’un ménage est intéressé et veut acquérir un système, alors le maçon est rémunéré pour la sensibilisation et pour le travail à fournir. Cette méthode de sensibilisation prend du temps et sa progression n’est pas aussi vite qu’elle pourrait l’être si le projet nouait des partenariats avec les associations professionnelles et les groupements de développement communautaire.

Communication de données :

Les changements intervenus dans la direction du projet ont été discutés et acceptés dans le comité de projet. Le changement le plus significatif a été, à ce jour la décision de gérer directement le financement des bio digesteurs en l’absence de l’ANAMIF. Il faut noter que les changements intervenus n’ont pas encore été validés au niveau du FEM. Ces changements doivent être signifiés au FEM avec qui l’accord a été signé puisque le contenu de cet accord et ses modalités de mise en œuvre ont significativement changé par rapport à l’idée initiale. La modification des indicateurs de performance de même que la sélection de cibles adéquates sont devenues une nécessité. Ces changements à venir de même qu’une demande d’extension du projet pour permettre de mettre en place les 2010 bio digesteurs et initier le marché du biogaz, doivent aussi être discutés en comité de pilotage et transmis prochainement au FEM.

Communication :

La communication entre le projet et les institutions gouvernementales, parties prenantes du projet, de même qu’avec le PNUD est régulière. Le projet est logé au PEDD et le staff du PNUD maintient une constante relation avec les deux entités. Les réunions de coordination se passent plusieurs fois par semaine et le comité de pilotage délibère sur les grandes questions stratégiques. L’interface entre le projet et les communautés bénéficiaires est géré par les maçons qui sont les premières personnes avec qui elles entrent en relation. L’information du projet est d’abord portée aux communautés grâce aux sensibilisation au porte-à-porte que les maçons font. Comme indiqué plus haut, cette méthode de communication n’est pas la meilleure pour atteindre le maximum de personnes. Le projet n’a pas aussi investi dans matériaux de communication tels que les flyers, affiches, spots, … ces moyens de communication servent à la fois à éduquer et à laisser des traces des messages au niveau des ménages et des communautés.

## Durabilité

* **Risques financiers pour la durabilité**

Le projet fonctionne sur la base du budget du FEM et du PNUD. Ce budget permettra de subventionner la construction des 2010 bi digesteurs, en principe. De ce fait il n’y a pas de risques relatifs à cet objectif. Le projet ne pourra cependant pas faire des investissements substantiels pour les autres aspects tels que la mise en place du marché du biogaz, l’appui important au secteur privé pour les inciter à investir, les séances de communication, …

* **Risques socio-économiques pour la durabilité**

Plusieurs questions se posent actuellement : le projet subventionne le cout du bio digesteur à plus de 60% mais peine toujours à trouver un nombre critique de clients.

En optant de subventionner à plus de 60% le cout du bio digesteur sur toute la durée de vie du projet, il devient clair que le marché ne va pas s’établir dans le court terme. En effet, les ménages auront toujours une fausse idée du cout du bio digesteur et ne seront certainement pas prêt a en payer la vraie valeur lorsque toute subvention aura disparu et que les acteurs du marché essayeront d’établir leur entreprise. Le projet a décidé d’importer directement les cuisinières et les lampes et ampoules compatibles avec le biogaz. Au moment de l’évaluation, aucun privé n’était intéressé à investir dans ce domaine et aucune entreprise ne s’y était lancé.

En outre, toutes les réparations après l’installation sont actuellement prises en charge par le projet. Il n’existe pas d’acteurs du marché actuellement capable de vendre les pièces détachées à ceux qui en auraient besoin. Les bénéficiaires dont les systèmes tombent en panne les abandonnent jusqu’à ce que le projet vienne les réparer. Même avec la subvention de 60 pourcent le nombre de 1000 n’est pas atteint à mi-parcours.

Cela pose un problème car en l’absence de subvention, il risque de ne plus y avoir de clients. En plus le projet n’a mis en place qu’un mécanisme de réduction graduelle de cette subvention, ce qui laisse croire qu’un prix artificiel est transmis aux potentiels bénéficiaires et ils risquent de ne jamais vouloir payer plus pour acquérir le système dans l’avenir.

Les systèmes mis en place vont certainement fonctionner un certain temps après la fin du projet (3 à 5 ans), cependant rien ne permet de dire qu’ils pourront continuer au-delà de cette période à cause de la situation de dépendance crée par le projet.

* **Cadre institutionnel et risques de gouvernance pour la durabilité**

D'un point de vue technique, la viabilité des technologies à base de biogaz utilisant des déchets agricoles a désormais été prouvée depuis de nombreuses années dans plusieurs pays en développement, y compris dans certains pays africains. En s'attaquant aux obstacles non techniques empêchant le développement de technologies à base de biogaz en Guinée, le projet aidera à la création d'une niche durable via le renforcement des capacités politiques, institutionnelles, juridiques, règlementaires et opérationnelles des principales institutions nationales, le soutien au développement des technologies à base de biogaz en adoptant une approche axée sur le marché, en développant les capacités nationales et en diffusant des informations. Ces efforts devraient garantir la durabilité à long terme des technologies à base de biogaz sur le territoire.

* **Risques environnementaux pour la durabilité**

Le fonctionnement des bio digesteurs nécessite de l’eau et de la bouse de vaches ou de porcins. Force est de constater que la bouse de vache étant rare en saison sèche, le projet appuie des étudiants en master qui effectuent leurs recherches sur des possibilités de diversification de la matière première de bio digesteurs.Le purin qui provient de la biodigestion est un fertilisant qui est bon pour les plantes et qui ne présente pas de risques pour l’environnement. Cependant l’assèchement progressif des sources d’eau peut constituer un risque pour la durabilité du projet. Le suivi des sources d’eau doit être une partie intégrante du mécanisme de suivi du projet.

1. Conclusions

Le projet de « Création d’un marché pour le développement et l’utilisation des ressources de biogaz en Guinée » a débuté en Mars 2016 avec un financement du FEM pour une durée de trois ans. Le projet s’inscrit dans le cadre de la protection de l’environnement et la gestion des ressources naturelles à travers principalement la réduction des émissions de Gaz à effet de serre liées à la consommation d'énergie à usage domestique. Il vise la création d'un marché viable et efficace pour la production, la commercialisation et l’utilisation généralisées de technologies de biogaz en Guinée à travers trois composantes interconnectées : 1) le développement d'un cadre politique, institutionnel, juridique et réglementaire adéquat ; 2) une chaîne d'approvisionnement en technologies à base de biogaz durables et abordables ; et 3) des capacités et une sensibilisation accrues des IMF et des consommateurs afin d'adopter des technologies à base de biogaz et de miser sur les retombées économiques et environnementales en découlant.

Le projet est hautement pertinent pour la Guinée. Depuis plus de deux décennies, le pays s’est adonné à mettre en place une politique énergétique qui servirait à répondre a ses besoins. Dans cette perspective, la technologie du Biogaz a été testée il y a de cela une vingtaine d’année. Cette première expérience s’est soldée par un échec à cause, en partie, du manque d’appropriation par les communautés bénéficiaires. Ce projet constitue la deuxième expérience du genre pour essayer de faire bénéficier les communautés rurales de Guinée de l’énergie générée à travers la biodigestion.

Le projet voulait au départ aider le pays à mettre en place un environnement juridique et règlementaire à mettre de supporter le développement d’un marché du biogaz. Cet environnement établi, susciterait alors l’intérêt du secteur privé qui y verrait une opportunité et investirait dans la technologie. Pour cela, le projet comptait sur la mise en place d’un mécanisme financier innovant devant permettre de motiver le secteur privé a investir et les ménages. Malheureusement l’ANAMIF qui devait servir de socle au FSM a disparu avant le début du projet, laissant un vide que le projet devait nécessairement combler pour pouvoir démarrer les travaux de construction des bio digesteurs. Après plusieurs concertations, il a été décidé que le projet prendrait directement en charge la subvention des bio digesteurs sans passer par le FSM ou les Institutions de Microfinance présentes sur le terrain à cause de leur incapacité à gérer le fonds.

Le projet a alors entrepris de nouer un partenariat avec le projet Biogaz de Burkina Faso, qui lui a permis de bénéficier de son expertise. Il s’est attaché les services de plusieurs experts pour rédiger le cadre juridique et réglementaire du biogaz en Guinée. Le développement de ce cadre qui a inclu plusieurs experts de ministères concernés, du projet, du PNUD est presque à son terme, à mi-parcours. Il reste de le faire passer au niveau de la présidence afin qu’il puisse être proposé à l’assemblée comme une loi.

La prise en charge directe de la subvention par le projet a permis de démarrer les activités de construction des bio digesteurs. A mi-parcours, le projet en avait déjà construit 526 contre 1105 qui étaient prévu. L’écart entre les prévisions et le niveau de performance est dû aux lenteurs accusées pour démarrer les activités. Le projet subventionne à pres de 60% les bio digesteurs construits. Cette prise en charge directe de la subvention par le projet écarte de fait les IMF qui devaient jouer un rôle important dans le marché du biogaz. S’il est vrai que les IMF ne sont pas bien organisées, il n’en demeure pas moins que le projet aurait pu mettre en place un accompagnement léger de ces institutions et les aider à mettre en place des produits financières adaptés pour le financement des systèmes de biogaz. De même, la subvention continue et sans plan de réduction de ces systèmes va distordre, de manière significative le marché, rendant presque impossible tout acteur du marché à se lancer dans un investissement sur les systèmes de biogaz qui apparaitraient trop chers en l’absence de subvention. De l’expérience des autres pays, il ressort que le marché prend du temps à s’établir (une dizaine d’années à peu près), mais que l’investissement initial est bien souvent hors de portée des ménages ruraux, ce qui appelle une subvention de la part du gouvernement. Le projet pourrait tout de même mettre en place un schéma de subvention décroissant en préparation de son retrait.

Malgré la subvention actuellement assurée par le projet, la cible de 1100 bio digesteurs n’a pas été atteinte à mi-parcours à cause de la lenteur à démarrer le projet mais aussi et surtout à cause de l’option de faire lever la demande par les maçons. Ces derniers s’y adonnent en faisant du porte-à-porte, ce qui limite le nombre de ménages qu’ils peuvent atteindre. Le projet n’a pas aussi mis en place un plan de communication à la hauteur de ses aspirations, particulièrement lorsque l’on sait que la technologie est nouvelle dans plusieurs zones ciblées.

Le système de suivi Evaluation mis en place ne permet pas de susciter de manière optimale la participation de toutes les parties prenantes. Les bénéficiaires sont considérées comme des clients mais il n’existe pas un système de feedback adapté pour recueillir leurs impressions après la mise en place des systèmes. D’ailleurs, le suivi qui devrait s’assurer de cela fait défaut à cause du nombre insuffisant de staff travaillant au projet et du temps limité que le PNUD peut consacrer à le soutenir.

A mi-parcours, le projet semble être sur la voie de faire adopter le texte réglementaire et juridique concernant le biogaz en Guinée et d’atteindre le nombre de bio digesteurs ciblés. Le marché du biogaz ne sera cependant pas établi à la fin de ce projet à cause du manque d’engagement des acteurs clés que sont le privé et les IMF. Pour aider à pérenniser les actions, une extension sans couts additionnelle de six à neuf mois sera nécessaire.

1. Leçons apprises
2. A mi-parcours, le programme n’a pas encore pu mobiliser la participation financière du gouvernement guinéen. Toutefois, le gouvernement a participé en nature à la mobilisation du coordonnateur, du staff de la PED et des autres ministères associés. Il est plus facile de mobiliser la participation du gouvernement en nature si un engagement ferme n’a pas été pris par l’autorité au début du programme et bien avant le vote du budget de l’Etat.
3. La mise en place du FSM n’a finalement pas été faite à cause du manque de mécanisme approprié pour le PNUD de gérer les fonds et aussi de la disparition de l’ANAMIF. Une concertation avancée lors de la planification avec le PNUD et le ministère des finances aurait pu éviter de baser la majeure partie du projet sur la création du FSM. Il est important de bien intégrer à tous les niveaux les parties prenantes des programmes depuis les premières étapes de la planification pour éviter de tels impairs.
4. Le manque d’intérêt du ministère en charge de l’énergie par rapport au biogaz provient du fait que ce ministère n’est en charge que de tres peu d’activités dans la mise en œuvre. En général, donner plus de responsabilité aux institutions publiques lorsque leur role est prépondérant dans le mise en œuvre, stimule leur niveau d’engagement durant l’exécution.
5. Le programme dispose d’un cadre logique et d’un plan de travail annuel. Cependant, il n’existe aucune procédure systématique de suivi evaluation qui a été mis en place. Il devient ainsi difficile de bien suivre et documenter les résultats atteints. De meme l’apprentissage basé sur les expériences des uns et des autres deviennent fastidieux. Il est important pour les programmes pareils, d’adopter dès le début de la mise en œuvre une approche de gestion axée sur le résultat en mettant en place un cadre de mesure de la performance suffisamment claire et détaillé.
6. Le programme entame sa dernière année de mise en œuvre mais les bénéficiaires sont toujours largement dépendant de la subvention et de l’appui du programme pour la mise en place des bio digesteurs et leur réparation. Il est important pour des programmes pareils de mettre en place dès le début un plan de démobilisation qui permettrait de réduire le niveau de subvention et d’appui au fil du temps et préparerait ainsi les bénéficiaires à réellement se prendre en charge à la fin du programme.
7. La mise en place du partenariat avec le projet biogaz du Burkina a permis un transfert rapide des connaissances et une accélération de la mise en œuvre des activités.
8. Le programme Biogaz a lancé les maçons dans la construction des bio digesteurs et les a initié aux autres petits métiers de plomberie pour minimiser les couts afférents à la mise en place des biodigesteurs. Cela constitue une bonne pratique vue que la meme personne est requise pour installer tout le système et le réparer dans le futur si necessaire.
9. Recommandations

Au terme de cette Evaluation, les recommandations suivantes sont faites pour la suite du projet :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **N** | **Recommandation** | **Justificatif** | **Priorité** | **Moyen de Verification** |
| **Au projet** | | | |  |
| 1 | Il Faut mettre en place un système de Suivi Evaluation complet avec des outils standards et les utiliser. De même les indicateurs de performance du projet et les cibles associées doivent être revus pour mieux coller à la réalité du projet. | Le manque de système standardisé de suivi Evaluation et des outils adéquats fait qu’il soit difficile de bien appréhender la performance du projet. La stratégie actuelle du projet étant significativement différente de ce qui a été planifié, il convient de réviser les indicateurs de performance et les cibles associées | Haute | Système de suivi-évaluation mis en place et utilisé |
| 2 | Il faut urgemment nouer des relations avec les associations professionnelles, les groupements de femmes, les associations de développement pour leur proposer des partenariats visant à vulgariser le biogaz en offrant à leurs membres les avantages de la subvention | Le porte-à-porte adopté par les maçons pour lever la demande au niveau des communautés a une portée limitée. Pour mieux atteindre les ménages il est recommandé de s’allier aux groupes auxquels ces ménages appartiennent. | Haute | Partenariats dûment signés avec les organisations à base communautaire |
| 3 | Il faut mettre en place des partenariats avec les IMF et les accompagner à proposer des produits financiers utilisables pour le biogaz.  N.B. : Au-delà des IMFs , le projet pourrait considérer la possibilité de travailler avec d’autres institutions financières formelles comme les banques. | L’investissement initial en équipement est lourd pour le ménage souhaitant un système de biogaz. De ce fait, aider les IMF à mettre en place des produits financiers adaptés et les pousser à offrir ces produits va participer à soutenir l’expansion de la technologie au-delà de la durée de vie du projet. | Haute | Partenariats signés et mis en œuvre avec les IMFs |
| 4 | Il faut définir les modalités de gestion du fonds PNUD ; sensibiliser les associations de patronat avant de mettre en place le fonds devant inciter le secteur privé à investir dans l’importation des équipements du Biogaz | L’implication du secteur privé pour les investissements à venir est aussi importante que celle des IMF. | Moyenne | Associations patronales sont sensibilisées et mise en place d’un fonds de garantie patronale |
| 5 | Il faut mettre en place un programme complet de communication et le mettre en œuvre. Ce programme devra aller au-delà du porte-à-porte fait par les maçons et inclura des sessions de communication de masse à travers la radio, la télé, les cérémonies sociales, les marchés afin de toucher le plus de ménage possible | Le programme de communication complet permettra d’atteindre plus de monde lors des sessions de vulgarisation. | Haute | Stratégie de communication développée et mise en œuvre. |
| 6 | Il faut recruter, a temps partiel, un chargé de projet qui aura pour tâche de seconder le Directeur du projet et l’expert dans la planification et le suivi des activités Ce recrutement se fera bien entendu en accord avec l’ampleur du travail de mise en œuvre des activités du projet. | Le Directeur de projet et l’expert sont surchargés et ne se concentrent pas suffisamment sur leur rôle à cause de cette surcharge. Le projet gagnera a recruter un chargé de projet à même d’aider dans la planification et le suivi. | Haute | Le chargé du projet est recruté. |
| 7 | Il faut remettre en marche le premier biodigesteur qui a été construit a Mamou ou à défaut le relocaliser dans un autre ménage au niveau du même village | Ce bio digesteur est connu pour être le premier cas établi. Tous les bailleurs et autres partenaires au développement l’ont visité et continuent d’en parler. Le laisser dans l’état actuel reviendrait à dire directement que les systèmes implantés ne sont pas viables et ne dureront pas. | Haute | Mise en marche du premier biodigesteur à Mamou ou sa relocalisation dans un autre village |
| 11 | Il faut appuyer les démarches de mobilisation du cofinancement par le gouvernement | Le gouvernement n’a pas encore mobilisé le cofinancement malgré l’engagement qui a été faite | Haute | Cofinancement par le gouvernement mobilisé. |
| **Au PNUD** | | | |  |
| 8 | Il faut lancer des audits de la qualité des données pour vérifier entièrement le contenu de la base de données et mettre en place une base de données complète des ménages bénéficiaires. | Tous les bio digesteurs répertoriés ne sont pas fonctionnels. Le consultant l’a vérifié en appelant au hasard les bénéficiaires identifiés dans la base de données alors que ce dernier les marquait comme titulaires de systèmes fonctionnels. | Moyenne | Audits de la qualité des données réalisés. |
| 9 | Il faut mettre en place un calendrier détaillé pour le suivi Evaluation et bien le suivre avec le staff du projet | Le Suivi Evaluation doit être assuré par le PNUD mais par manque de temps, toutes les activités y relatif ne sont pas toujours faites. | Moyenne | Calendrier de suivi et évaluation est mis en place. |
| 10 | Il faut mettre en place un outil simple de suivi de la mobilisation du cofinancement et dérouler un programme agressif de sensibilisation pour mobiliser ce cofinancement | Le cofinancement n’est pas suivi. Si le gouvernement n’a rien donné encore, les bénéficiaires participent. Cette participation des bénéficiaires et autres acteurs n’est pas totalement comptabilisée. | Moyenne | Obtention du cofinancement via un programme agressif de sensibilisation. |
| 11 | Il faut approuver une extension sans coûts additionnels de douze mois et permettre au projet de consolider les acquis en enrôlant le secteur privé et les IMFs | Le projet a pris du retard pour démarrer surtout avec la disparition de l’ANAMIF et la mise en place du FSM | Haute | Extension sans coûts additionnels obtenue. |
|  |  |  |  |  |
| **Au Gouvernement Guinéen** | | | |  |
| 13 | Il faut supporter les efforts consentis et libérer le cofinancement afin que le projet puisse faire plus dans la dissémination du biogaz | Le cofinancement est important pour réaliser totalement les objectifs du projet. | Haute | Cofinancement de l’Etat Guinéen accordé |
| 14 | Il faut faire adopter le cadre réglementaire et juridique du biogaz pour permettre d’établir un environnement propice à son développement en Guinée | Le cadre juridique et réglementaire motivera une participation massive de tous les acteurs au développement du biogaz. | Moyenne | Adoption d’un cadre réglementaire et juridique du biogaz en Guinée |

Le tableau suivant est un résumé de l’évaluation de la performance du projet à mi-parcours :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Evaluation** | **Evaluation examen à mi-parcours** | **Description de la réalisation** |
| **Stratégie du projet** | Evaluation de la stratégie | 3/6 La stratégie initiale n’a pas été suivie. L’ANAMIF n’existe plus mais les IMF ne sont pas impliquées. Le projet a pu faire mettre en place les bio digesteurs mais en gérant directement les fonds. Le secteur privé n’est pas associé pleinement. |
| **Progrès accomplis vers la réalisation des résultats** | Evaluation de la réalisation de l’objectif : (sur une échelle à 6 niveaux) |  |
| Réalisation 1 : Développement d'un cadre politique, institutionnel, juridique et réglementaire adéquat  Evaluation de la réalisation : (sur une échelle à 6 niveaux) | 4/6 – Le cadre politique, institutionnel et réglementaire est en voie de finalisation. Il reste à le faire adopter comme loi et ensuite à aider dans la finalisation des décrets d’application. Le projet a su fédérer les énergies dans ce sens. |
| Réalisation 2 - une chaîne d'approvisionnement en technologies à base de biogaz durables et abordables Evaluation de la réalisation : (sur une échelle à 6 niveaux) | 2/6 – Même si les bio digesteurs sont en train d’être mis en place, c’est grâce à une intervention trop forte du projet. La subvention est à 60% et le projet importe lui-même les équipements. Dès la fin du projet ce système s’arrêtera si il n’est pas modifié. Il est important d’intéresser des tierces parties dans la mise en place d’une chaine d’approvisionnement durable. |
| Réalisation 3 - des capacités et une sensibilisation accrues des IMF et des consommateurs afin d'adopter des technologies à base de biogaz et de miser sur les retombées économiques et environnementales Evaluation de la réalisation : (sur une échelle à 6 niveaux) | 2/6 – Les ménages sont sensibilisés grâce au travail des maçons qui font le porte-à-porte. Le projet manque de plan de communication cohérent à même de faire porter le message à une masse critique de ménages. Les IMF ont été écartées depuis le début alors qu’elles devaient jouer un rôle très important dans le financement des systèmes. Elles constituent des éléments essentiels pour une durabilité des actions. |
| **Mise en œuvre du projet et gestion réactive** | (sur une échelle à 6 niveaux) | 4/6 – Avec la disparition de l’ANAMIF, le projet a mis en place un système alternatif pour commencer les travaux. C’est un système intensif qui demande beaucoup de suivi et de travail de la part du staff. Il en est de même de l’absence des investisseurs privés qui ne sont pas encore intéressés par le marché. Le projet a su mettre en place une stratégie pour combler leur absence. La stratégie n’est cependant pas viable sur le long terme car elle requiert une présence éternelle du projet, ce qui n’est pas possible. |
| **Durabilité** | (sur une échelle de 4 points) | 1/4 - La durabilité des actions est un souci majeur : Le projet subventionne à 60% et n’a pas mis de plan de sortie qui voudrait que cette subvention décroisse au fil du temps. Les investisseurs privés de même que les IMF ne sont pas impliqués, à mi-parcours. Le projet continue à réparer les éléments défectueux des systèmes installés, gratuitement, la dépendance qui se crée va empêcher toute volonté individuelle d’investir dans l’avenir dans le biogaz. |

1. Annexes

## Annexe 1 : Directives relatives au contenu du Rapport d’examen à mi-parcours[[11]](#footnote-11)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **i.** | Informations de base du rapport *(page d’ouverture ou page du titre)*   * Titre du projet appuyé par le PNUD est financé par le FEM * Numéro PIMS du PNUD et numéro d’identification du projet du FEM * Echéances de L’évaluation à mi-parcours et date du rapport d’examen à mi-parcours * Région et pays concernés par le projet * Domaine d’intervention opérationnel/programme stratégique du FEM * Organisme d’exécution/partenaire de mise en œuvre et autres partenaires liée au projet * Membres de l’équipe chargée de L’évaluation à mi-parcours * Remerciements | | |
| **ii.** | Table des matières | | |
| **iii.** | Acronymes et abréviations | | |
| **1.** | Résumé *(3-5 pages)*   * Tableau d’informations relatives au projet * Description du projet (succincte) * Résumé de l’avancement du projet (entre 200 et 500 mots) * Tableau du résumé de l’évaluation et de la performance * Résumé concis des conclusions * Tableau de synthèse des recommandations | | |
| **2.** | Introduction *(2-3 pages)*   * Finalité et objectifs de L’évaluation à mi-parcours * Portée et méthodologie : principes de conception et d’exécution de L’évaluation à mi-parcours, son approche et ses méthodes de collecte de données, et limites de L’évaluation à mi-parcours * Structure du rapport d’examen à mi-parcours | | |
| **3.** | Description du projet et contexte *(3-5 pages)*   * Contexte de développement : facteurs environnementaux, socio-économiques, institutionnels et politiques ayant un intérêt pour l’objectif et la portée du projet * Problèmes que le projet cherche à régler : menaces et obstacles ciblés * Description et stratégie du projet : objectifs, réalisations et résultats escomptés, description des sites sur le terrain (le cas échéant) * Accords relatifs à la mise en œuvre du projet : brève description du Comité de pilotage du projet, principaux accords conclus avec les partenaires de mise en œuvre, etc. * Calendrier et grandes étapes du projet * Principales parties prenantes : liste récapitulative | | |
| **4.** | Résultats *(12-14 pages)* | | |
| **4.1** | Stratégie du projet   * Conception du projet * Cadre de résultats/cadre logique | |
| **4.2** | Progrès accomplis vers la réalisation des résultats   * Analyse des progrès accomplis vers les réalisations * Obstacles entravant encore la réalisation de l’objectif du projet | |
| **4.3** | Mise en œuvre du projet et gestion réactive   * Dispositions relatives à la gestion * Planification des activités * Financement et cofinancement * Systèmes de suivi et d’évaluation au niveau du projet * Participation des parties prenantes * Communication de données * Communication | |
| **4.4** | Durabilité   * Risques financiers pour la durabilité * Risques socio-économiques pour la durabilité * Cadre institutionnel et risques de gouvernance pour la durabilité * Risques environnementaux pour la durabilité | |
| **5.** | Conclusions et recommandations *(4-6 pages)* | | |
|  | **5.1** | | Conclusions   * Déclarations générales et équilibrées (fondées sur des données probantes et liées aux résultats de L’évaluation à mi-parcours) mettant en évidence les points forts, les points faibles et les résultats du projet |
| **5.2** | | Recommandations   * Mesures correctrices pour la conception, la mise en œuvre, le suivi et l’évaluation du projet * Mesures visant à suivre ou à renforcer les bénéfices initiaux du projet * Propositions d’orientations futures mettant en relief les principaux objectifs |
| **6.** | Annexes   * Mandat pour L’évaluation à mi-parcours (sans les annexes) * Matrice d’évaluation pour L’évaluation à mi-parcours (critères d’évaluation contenant les principales questions, les indicateurs, les sources de données et la méthodologie) * Exemple de questionnaire ou de guide relatif aux entretiens pour la collecte de données * Echelles d’évaluation * Itinéraire de la mission pour L’évaluation à mi-parcours * Liste des personnes interviewées * Liste des documents examinés * Tableau de cofinancement (s’il ne figure pas dans le corps du rapport) * Formulaire du Code de conduite du GENU signé * Formulaire d’approbation de rapport final d’examen à mi-parcours signé * *Joint en annexe dans un fichier séparé :* renvoi aux documents contenant les commentaires reçus sur le projet de rapport d’examen à mi-parcours * *Joint en annexe dans un fichier séparé :* outils de suivi à mi-parcours pertinents (*Outils de suivi de l’efficacité de gestion (METT), FSC, Tableau de bord des capacités, etc.)* | | |

## Annexe 2 : Matrice d’évaluation de L’évaluation mi-parcours

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Évaluation des progrès vers la réalisation des résultats :** (une évaluation pour chaque réalisation et pour chaque objectif) | | |
| 6 | Très satisfaisant (HS) | L’objectif/la réalisation devrait atteindre ou dépasser toutes les cibles de fin de projet, sans présenter d'insuffisance majeure. Les progrès réalisés vers l’objectif/la réalisation peuvent être un exemple de « bonnes pratiques ». |
| 5 | Satisfaisant (S) | L’objectif/la réalisation devrait atteindre la plupart des cibles de fin de projet, et ne présente que des insuffisances mineures. |
| 4 | Assez satisfaisant (MS) | L’objectif/la réalisation devrait atteindre la plupart des cibles de fin de projet mais présente des insuffisances importantes. |
| 3 | Assez insatisfaisant (HU) | L’objectif/la réalisation devrait atteindre la plupart des cibles de fin de projet mais présente des insuffisances majeures. |
| 2 | Insatisfaisant (U) | L’objectif/la réalisation ne devrait pas atteindre la plupart des cibles de fin de projet. |
| 1 | Très insatisfaisant (HU) | L’objectif/la réalisation n’a pas atteint les cibles à mi-parcours, et ne devrait atteindre aucune des cibles de fin de projet. |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Evaluation de la mise en œuvre du projet et de la gestion réactive :** (une seule évaluation globale) | | |
| 6 | Très satisfaisant (HS) | La mise en œuvre des sept composantes – dispositions relatives à la gestion, planification des activités, financement et cofinancement, systèmes de suivi et d’évaluation au niveau du projet, participation des parties prenantes, communication des données et communication – permet la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive. Le projet peut être un exemple de « bonnes pratiques ». |
| 5 | Satisfaisant (S) | La mise en œuvre de la plupart des sept composantes permet la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive, à l’exception de quelques composantes faisant l’objet de mesures correctives. |
| 4 | Assez satisfaisant (MS) | La mise en œuvre de certaines des sept composantes permet la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive, mais certaines composantes nécessitent des mesures correctives. |
| 3 | Assez insatisfaisant (MU) | La mise en œuvre de certaines des sept composantes permet la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive, mais la plupart des composantes nécessitent des mesures correctives. |
| 2 | Insatisfaisant (U) | La mise en œuvre de la plupart des sept composantes ne permet pas la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive. |
| 1 | Très insatisfaisant (HU) | La mise en œuvre d’aucune des sept composantes ne permet la mise en œuvre efficace et efficiente du projet et de la gestion réactive. |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Évaluation de la durabilité :** (une seule évaluation globale) | | |
| 4 | Probable (L) | Risques négligeables pour la durabilité ; les principales réalisations sont sur le point d’être atteintes à la clôture du projet et devraient être maintenues dans un avenir prévisible |
| 3 | Assez probable (ML) | Risques modérés ; certaines réalisations au moins devraient être maintenues, étant donné les progrès vers les résultats des réalisations observés lors de L’évaluation à mi-parcours |
| 2 | Assez improbable (MU) | Risques importants que les principales réalisations ne soient pas maintenues après la clôture du projet, à l’exception de certains produits et activités |
| 1 | Improbable (U) | Risques forts que les réalisations du projet et les principaux produits ne soient pas maintenus |

## Annexe 3 : Cadre des résultats du projet

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Ce projet contribuera à la création des produits suivante du Programme Pays, tels que définis dans le CPAD (Plan d'action de programme pays) ou le CPD (Document de programme pays) :**  **Produits :** (i) Une Politique nationale afin d'assurer une protection et une gestion durable de l'environnement est rédigée, adoptée et mise en œuvre ; (ii) Les meilleures pratiques ainsi que les technologies adéquates sont adoptées puis font l'objet d'une diffusion ; et (iii) les Plans de développement de zones de mangroves sont rendus opérationnels. | | | | | |
|
|
|
|
| **Résultat(s) UNDAF :** Protection de l'environnement et gestion durable des ressources naturelles. | | | | | |
| **Indicateurs de résultats du Programme Pays :**  **Indicateur :** Nombre de digesteurs de biogaz domestiques, institutionnels, commerciaux et industriels ayant été installés. | | | | | |
|
| **Programme et objectif stratégique du FEM applicables :** Promotion des investissements en matière de technologies d'énergie renouvelable. | | | | | |
| **Résultats attendus du FEM applicables :** Total des émissions GES (gaz à effet de serre) « évitées » grâce à la technologie de biogaz au lieu de la biomasse tirée des ressources forestières. | | | | | |
|
| **Indicateurs de résultats FEM applicables :** Émissions GES évitées grâce à l'utilisation de la technologie de biogaz au lieu de la biomasse tirée des ressources forestières (tonnes de CO2) et $/t ($ par tonne) de CO2. | | | | | |
|
|  | **Indicateur** | **Situation de départ** | **Cibles** | **Sources de** | **Risques et hypothèses** |
|  | **Fin du projet** | **vérification** |
| **Objectif** |  |  |  |  |  |
| Aider le Gouvernement à  surmonter les obstacles afin d'accroître de manière  significative l'utilisation des ressources de biogaz pour  répondre aux besoins en énergie du pays. | Réduction des émissions | L'approvisionnement | Réduction des émissions à  hauteur de 1 026 000 tCO2  (directes et indirectes) sur  une durée de vie de 20 ans des digesteurs installés.  Installation de 2 000 digesteurs domestiques et de  10 digesteurs de gros volume.  Réduction de 864 900 tonnes des émissions de CO2 indirectes après projet. | Rapports annuels de  projet, rapports de vérification et de  surveillance des GES.  Rapport d'évaluation finale du projet. | Engagement constant |
| (en tonnes de CO2 sur  une période de 20 ans) | principal en énergie  consiste en 89 % de biomasse, 10 % de | des partenaires du  projet, notamment les agences |
| Nombre de digesteurs installés (domestiques et à grande échelle) | pétrole et 1 % d'énergie hydraulique.  La plus grande | gouvernementales et les parties prenantes privées. |
| Énergie produite par capacité installée durant le projet en MWhTh | partie de la  production et de l'utilisation  énergétique est |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Nombre d'emplois créés | concentrée dans le  sous-secteur domestique, avec une utilisation massive de biomasse.  Aucun investissement mis en place dans le biogaz domestique et à grande échelle. | Production de 64 270  MWhTH d'ici la fin du projet et production constante de  28 542 MWhTH/année sur la durée de vie prévue de 20 ans du digesteur.  Création de 3 000 emplois dans le secteur agricole et de 500 emplois pour la construction des digesteurs. |  |  |
| **Résultats** |  |  |  |  |  |
| **Résultat 1 :** Politique | Existence d'une | Rien n'est | À réaliser dans les 6 mois du lancement du projet et approbation du Gouvernement d'ici la fin de l'an 1. | Documents publiés. | Engagement des |
| d'énergie et cadre | politique et d'un cadre | actuellement à la | Législations / décrets | différentes institutions |
| réglementaire / juridique | réglementaire adéquats | disposition des | gouvernementaux. | gouvernementales. |
| rationalisés et exhaustifs, |  | promoteurs et |  |  |
| pour l'utilisation de biogaz à |  | consommateurs de |  |  |
| titre de source durable |  | biogaz. |  |  |
| d'énergie renouvelable. |  |  |  |  |
| **Produit 1.1 :** Une politique et | Existence d'une | Rien n'est disponible  à l'heure actuelle. | À réaliser dans les 6 mois du lancement du projet et approbation du Gouvernement d'ici la fin de l'an 1. | Documents publiés. | Engagement des |
| un cadre juridique / | politique et d'un cadre | différentes institutions |
| réglementaire adéquats sur la | réglementaire adéquats. | gouvernementales. |
| production et l'utilisation de |  |  |
| biogaz, sont formulés et |  |  |
| opérationnels. |  |  |
| **Produit 1.2 :** Développement | Développement de la  capacité des parties prenantes. | Non disponible à  l'heure actuelle. | À effectuer dans les 6 mois du lancement du projet. | Documents publiés. | Engagement des |
| et renforcement de la capacité | différentes parties |
| des décideurs et des parties | prenantes du projet et des |
| prenantes afin d'assurer la | institutions |
| direction des efforts pour la | gouvernementales. |
| gestion d'un programme de |  |
| développement et d'utilisation |  |
| de biogaz d'une manière |  |
| intégrée. |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Produit 1.3 :** Réalisation | Réalisation d'une | Aucune à l’heure  actuelle. | À effectuer dans les 6 mois du lancement du projet. | Documentation du | Intérêt constant des  parties prenantes. |
| d'une évaluation exhaustive | évaluation exhaustive du | projet. |
| du marché relatif au potentiel | marché relatif au |  |
| du pays en ressources de | potentiel du biogaz. |  |
| biogaz et développement |  |  |
| d'options pour une utilisation |  |  |
| du biogaz et du lisier. |  |  |
| **Résultat 2** : Promotion des  investissements en faveur de la technologie de biogaz grâce aux mesures d'incitation financière faisant office de catalyseur pour les développeurs de projet. | Capacité des digesteurs  de biogaz installés (en nombre d'unités et capacité MW totale) | Aucun document | À réaliser dans les 6 mois |  | Coopérations des Entités gouvernementales. |
| exhaustif n'est | du lancement du projet avec |  |
| disponible à l'heure  actuelle. | une application ultérieure par le Gouvernement. |  |
|  |  | Documentation du |
| Aucun digesteur | Construction de 2 000  digesteurs domestiques et de | projet. |
| n'est en cours de  construction à l'heure actuelle. | 10 digesteurs de gros  volume d'ici la fin du projet. |  |
| **Produit 2.1 :** Mécanisme de | Mécanisme de soutien  financier (FSM - Financial Support Mechanism) établi au sein de l'ANAMIF. | Non disponible à  l'heure actuelle. | À réaliser dans les 6 mois  du lancement du projet avec une application par le Gouvernement. | Rapport de projet. | Coopération de parties  prenantes des secteurs public et privé. |
| soutien financier mis en place |
| afin de soutenir |
| l'investissement en faveur de |
| la technologie de biogaz aux |
| niveaux domestique, |
| institutionnel, commercial et |
| industriel. |
| **Produit 2.2 :** PA (Protocole | Accès au financement  disponible pour les producteurs de biogaz. | Rien n'est mis à  disposition. | À réaliser dans les 6 mois  du lancement du projet avec une application ultérieure  par le Gouvernement. | Documentation du | Coopération des entités  gouvernementales et de leur personnel. |
| d'accord) signé avec | projet. |
| l'ANAMIF afin de définir |  |
| l'objectif, le mécanisme de |  |
| financement, les règles |  |
| d'administration régissant le |  |
| FSM. |  |

en faveur de projets

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Produit 2.3 :** Mesures  d'incitation financière et autres pour les applications de technologie du biogaz développées et mises en œuvre pour une utilisation à titre de substitut à l'engrais chimique et à la biomasse forestière. | Un investissement dans  la technologie du biogaz est en cours. | Rien n'est disponible  à l'heure actuelle. | À réaliser dans les 6 mois  du lancement du projet avec une application ultérieure par le Gouvernement. | Rapports de projet. | Soutien des Autorités  gouvernementales concernées. |
| Aucun | 2 millions de dollars investis |  |
| investissement n'est | d'énergie propre d'ici la fin | Intérêt constant des |
| en place à l'heure  actuelle. | du projet. | investisseurs. |
| **Produit 2.4 :** Jusqu'à 2 000 | Jusqu'à 2 000 petites  unités (6 m3)  domestiques installées. | Aucune installée à  ce jour. | À réaliser d'ici la fin du  projet, comme suit :  An 1 : 400 digesteurs An 2 : 700 digesteurs An 3 : 900 digesteurs | Visites de site et  rapports de projet. | Soutien du cadre  institutionnel, juridique et réglementaire. |
| petites unités (6 m3) |
| domestiques construites et |
| rendues opérationnelles. |
| **Produit 2.5** : Jusqu'à 10 | Jusqu'à 10 biodigesteurs  de gros volume (20 m3  ou plus) installés. | Aucun n'est mis en  œuvre à ce jour. | À réaliser d'ici la fin du  projet, comme suit : An 2 : 5 installations An 3 : 5 installations | Visites de site et  rapports de projet. | Soutien du cadre  institutionnel, juridique et réglementaire. |
| biodigesteurs de gros volume |
| (20 m3 ou plus) construits ou |
| installés par des clients |
| commerciaux ou |
| institutionnels ciblés |
| (abattoirs, centres médicaux |
| et centres de formation |
| professionnelle). |
| **Résultat 2.6 :** Indicateurs | Indicateurs d'impact | Rien n'est disponible  à l'heure actuelle. | À réaliser d'ici l'An 1 de la  mise en œuvre du projet. | Documentation du | Intérêt constant pour le  programme du biogaz. |
| spécifiques développés pour | disponibles. | projet. |
| le suivi et l'évaluation des |  |  |
| impacts du projet sur le |  |  |
| volume du bois de |  |  |
| chauffage/charbon et du |  |  |
| carburant diesel, supplantés |  |  |
| par la production et la |  |  |
| consommation de biogaz, le |  |  |
| volume des GES évités |  |  |
| résultant de l'usage accru de |  |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| la bouse de vache, des |  |  |  |  |  |
| déchets de cuisine, etc. pour |  |  |  |  |  |
| la production de biogaz et les |  |  |  |  |  |
| opportunités de création |  |  |  |  |  |
| d'emplois dans le secteur du |  |  |  |  |  |
| biogaz. |  |  |  |  |  |
| **Résultat 3 :** Le programme  apporte son soutien à un marché croissant de  fournisseurs et d'utilisateurs  du biogaz et de ses effluents, conduisant à une amélioration  globale des moyens  d'existence. | Sensibilisation au biogaz | Aucun programme | Sensibilisation et capacités  accrues des parties prenantes en place afin  d'assurer la promotion, le  développement du marché et l'utilisation du biogaz. | Documentation du | La croissance du  programme sera maintenue. |
| et à ses possibilités | de ce type n’existe. | projet |
| Capacité existante pour des services d'installation et d'entretien |  |  |
| **Produit 3.1 :** Mise en place | Existence de | Absence de | Capacité renforcée de 3 à 4  IMF et établissements de crédit dans les 12 mois du lancement du projet. | Documentation du | Intérêt et volonté des  IMF et des établissements de crédit en ce qui concerne la participation. |
| d'une capacité des | programmes de | programme de | projet. |
| IMF/établissements de crédit | formation au prêt en | formation pour les |  |
| en vue de l’offre de crédits | matière de biogaz. | IMF et les |  |
| aux consommateurs |  | établissements de |  |
| (fermiers)/propriétaires de |  | crédit. |  |
| digesteurs domestiques et |  |  |  |
| d'unités de plus gros volume. |  |  |  |
| **Produit 3.2 :** Modules de | Existence de modules de  formation pour la construction et  l'entretien du biogaz. | De tels modules de  formation ne sont pas actuellement  proposés. | 20 bénéficiaires formés dans  les 12 premiers mois du début du projet. | Rapports de projet. | Intérêt constant des  parties prenantes. |
| formation conçus pour les |
| bénéficiaires clés |
| (constructeurs de |
| biodigesteur, producteurs de |
| composants et techniciens de |
| dépannage), y compris une |
| qualification et la mise en |
| place de programmes |
| complets de formation. |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Produit 3.3 :** Capacité | Existence de | Pas de disponibilité  actuellement. | 50 ménages formés dans les  12 premiers mois suivant le début du projet.  Le programme de formation cible au minimum 1 200 ménages d'ici la fin du projet. | Documentation du | Intérêt constant des  ménages agricoles. |
| développée des ménages | programmes de | projet. |
| agricoles, établissements | formation pour |  |
| institutionnels, commerciaux | l'utilisation du biogaz et |  |
| et industriels en matière | du lisier. |  |
| d'exploitation et d'entretien de |  |  |
| leurs digesteurs à biogaz et de |  |  |
| transformation du lisier d'un |  |  |
| biodigesteur en produits de |  |  |
| valeur. |  |  |
| **Résultat 3.4 :** Acteurs clés de | Disponibilité des | Un tel plan n'est pas  disponible. | À effectuer dans les 18 mois  du lancement du projet. | Documentation du | Expansion attendue du  programme. |
| la chaîne de valeur | campagnes publiques de | projet. |
| sensibilisés grâce à des | sensibilisation visant à |  |
| campagnes publiques de | accroître l'utilisation de |  |
| sensibilisation portant sur la | biogaz. |  |
| valeur du biogaz et de ses |  |  |
| applications. |  |  |

## Annexe 4 : Guides d’entretien

**Equipe du Projet**

|  |  |
| --- | --- |
| Date |  |
| Lieu |  |
| Nom de la personne interviewée |  |
| Titre |  |
| Contact |  |

1. La mise en place d’un marché de biogaz est-elle pertinente en Guinée ?
2. Quels sont les lignes directrices qui justifient l’alignement du projet aux priorités du pays ?
3. Quels sont les trois succès les plus retentissants qui ont été enregistrés avec le projet a ce jour ?
4. Quels ont été les moteurs (explications possibles de ces succès), facteurs de succès ?
5. Quels ont été les trois challenges les plus importants dans ce projet ?
6. Qu’est ce qui a été fait pour lever ces challenges ?
7. Où en êtes-vous à ce jour ?
8. Comment est-ce que le genre a été pris en compte dans la planification du projet ?
9. Les résultats et indicateurs vous paraissent ils suffisamment clairs ?
10. Le projet va-t-il installe les unités de biogaz domestiques et industriels tels que planifiées ?
11. Concernant le FSM , qu’est ce qui a empêché sa mise en place et qu’est ce qui fait qu’il ne fonctionne pas actuellement ?
12. Quels pas ont été fait pour intéresser les structures de microfinance au projet ?
13. Quels sont les résultats obtenus à ce sujet actuellement ?
14. Ou en est-on avec le cadre législatif et la politique réglementaire?
15. A mi-parcours, le projet a mis en place a peu près 25% des bio digesteurs. Quel est leur fonctionnalité actuelle ?
16. Quel est le plan pour résorber le reste ?
17. Le projet pourra til atteindre l’objectif de 2000 unités a la fin de ses activités ?
18. Comment choisissiez-vous les bénéficiaires du projet ?
19. Quels sont les principaux problèmes qui font que le projet n’arrive pas a prendre la vitesse de croisière nécessaire ?
20. Quels sont les mécanismes de suivi évaluation mis en place pour le projet biogaz ?
21. Comment suivez-vous les risques identifiés dans le prodoc et comment tirez-vous les leçons y afférentes ?
22. Concernant le cofinancement, ou en est ton ? Disposez-vous d’un outil de suivi du cofinancement ?
23. Quelle partie du cofinancement a été mobilisé a ce jour ?
24. Quels sont les stratégies mises en œuvre pour une durabilité du projet ?

**Equipe du PNUD**

|  |  |
| --- | --- |
| Date |  |
| Lieu |  |
| Nom de la personne interviewée |  |
| Titre |  |
| Contact |  |

1. Quel est votre rôle dans le cadre du projet Biogaz, Depuis quand assurez-vous ce rôle ?
2. En quoi La mise en place d’un marché de biogaz est-elle pertinente en Guinée ?
3. Quels sont les lignes directrices qui justifient l’alignement du projet aux priorités du pays ?
4. Quels sont les trois succès les plus retentissants qui ont été enregistrés avec le projet a ce jour ?
5. Quels ont été les moteurs (explications possibles de ces succès), facteurs de succès ?
6. Quels ont été les trois challenges les plus importants dans ce projet ?
7. Qu’est ce qui a été fait pour lever ces challenges ?
8. Où en êtes-vous à ce jour ?
9. Comment est-ce que le genre a été pris en compte dans la planification du projet ?
10. Les résultats et indicateurs vous paraissent ils suffisamment clairs ?
11. Le projet va-t-il installe les unités de biogaz domestiques et industriels tels que planifiées ?
12. Concernant le FSM , qu’est ce qui a empêché sa mise en place et qu’est ce qui fait qu’il ne fonctionne pas actuellement ?
13. Quels pas ont été fait pour intéresser les structures de microfinance au projet ?
14. Quels sont les résultats obtenus à ce sujet actuellement ?
15. Ou en est-on avec le cadre législatif et la politique réglementaire?
16. A mi-parcours, le projet a mis en place a peu près 25% des bio digesteurs. Quel est leur fonctionnalité actuelle ?
17. Quel est le plan pour résorber le reste ?
18. Quel est le niveau de collaboration de l’equipe du PNUD avec celle du programme ?
19. Le Suivi évaluation est du ressort du PNUD, quels sont les mécanismes de suivi évaluation mis en place pour le projet biogaz ?
20. Concernant le cofinancement, ou en est ton ? Disposez-vous d’un outil de suivi du cofinancement ?
21. Quelle partie du cofinancement a été mobilisé à ce jour ?
22. Y a til actuellement des pas qui sont faits pour susciter l’intérêt d’autres acteurs dans le développement du marché du Biogaz en guinée ? Si Oui lesquels ?
23. Quelle est la stratégie actuelle du PNUD pour une durabilité du projet ?

**Partenaires publics**

|  |  |
| --- | --- |
| Date |  |
| Lieu |  |
| Nom de la personne interviewée |  |
| Titre |  |
| Contact |  |

1. Quel est le rôle de votre département dans le cadre du projet Biogaz ?
2. Comment se passe la collaboration de votre département avec le projet ?
3. Quelles sont les dernières activités auxquelles vous avez participé ?
4. La mise en place d’un marché de biogaz est-elle pertinente en Guinée ?
5. Quels sont les lignes directrices qui justifient l’alignement du projet aux priorités du pays ?
6. Quels sont les trois succès les plus retentissants qui ont été enregistrés avec le projet a ce jour ?
7. Quels ont été les moteurs (explications possibles de ces succès), facteurs de succès ?
8. Quels ont été les trois challenges les plus importants dans ce projet ?
9. Qu’est ce qui a été fait pour lever ces challenges ?
10. Concernant le FSM , qu’est ce qui a empêché sa mise en place et qu’est ce qui fait qu’il ne fonctionne pas actuellement ?
11. Quels pas ont été fait pour intéresser les structures de microfinance au projet ?
12. Quels sont les résultats obtenus à ce sujet actuellement ?
13. Ou en est-on avec le cadre législatif et la politique réglementaire?
14. Quels sont les principaux problèmes qui font que le projet n’arrive pas a prendre la vitesse de croisière nécessaire ?
15. Quels sont les mécanismes de suivi évaluation mis en place pour le projet biogaz ?
16. Une partie importante du projet est supporté dans le budget du cofinancement, qu’est ce qui fait que la mobilisation de ces ressources soit un problème actuellement malgré l’engagement du gouvernement ?
17. Quels sont les stratégies mises en œuvre pour une durabilité du projet ?

**Bénéficiaires potentiels**

|  |  |
| --- | --- |
| Date |  |
| Lieu |  |
| Nom de la personne interviewée |  |
| Titre |  |
| Contact |  |

1. Depuis quand remonte votre premier contact avec le projet biogaz ?
2. Comment avez-vous été sélectionné pour prendre part au projet ?
3. De quoi avez-vous bénéficié avec le projet Biogaz ?
4. Avez-vous eu a payer les services reçus ? si Oui combien et comment ?
5. Avez-vous une unité de biogaz a la maison ?
6. Si non pourquoi ?
7. Si Oui quelle différence apporte til dans votre vie ?
8. Avez-vous reçu une visite du projet depuis l’installation de l’unité ?
9. Avez-vous rencontre des problèmes depuis l’installation ?
10. Comment solutionnez-vous les problèmes ? par qui ?
11. Quels sont les difficultés rencontres avec l’installation et l’utilisation du digesteur ?
12. Avez-vous des besoins supplémentaires d’appui pour l’accès a l’énergie dans votre ménage ?
13. Si Oui, seriez-vous intéresses par le microcrédit pour cela ?
14. Si Non pourquoi ?

**Acteurs financiers potentiels**

|  |  |
| --- | --- |
| Date |  |
| Lieu |  |
| Nom de la personne interviewée |  |
| Titre |  |
| Contact |  |

1. Pouvez-vous nous présenter brièvement votre structure ? Date de création, membership, types de produits, couverture…
2. Avez-vous des produits spécifiques pour l’accès a l’énergie pour les ménages ? Pour les structures ?
3. Avez-vous été impliqués dans les discussions avec le projet Biogaz ?
4. Si Oui ou et comment ?
5. Avez-vous pris des décision/actions a la suite de ces discussions ?
6. Pourquoi n’avez-vous pas juge nécessaire de mettre en place un produit financier spécifique pour le biogaz ?
7. Quelles actions devraient prendre le projet pour susciter et maintenir votre intérêt pour le biogaz ?
8. Quels sont les problèmes potentiels à votre niveau pour consentir a donner des crédits aux ménages pour le biogaz ?
9. Les problèmes potentiels pour l’accès au crédit pour les acteurs du marché du biogaz ?
10. Avez-vous dans votre plan de développement actuel des aspirations pour mettre en place des produits spécifiques pour l’accès a l’énergie ?

**Autres acteurs potentiels du projet**

|  |  |
| --- | --- |
| Date |  |
| Lieu |  |
| Nom de la personne interviewée |  |
| Titre |  |
| Contact |  |

1. Quel est le rôle de votre structure dans le cadre du projet Biogaz ?
2. Comment se passe la collaboration de votre structure avec le projet ?
3. Quelles sont les dernières activités auxquelles vous avez participé ?
4. La mise en place d’un marché de biogaz est-elle pertinente en Guinée ?
5. Quels sont les lignes directrices qui justifient l’alignement du projet aux priorités du pays ?
6. Concernant le FSM , qu’est ce qui a empêché sa mise en place et qu’est ce qui fait qu’il ne fonctionne pas actuellement ?
7. Quels pas ont été fait pour intéresser les structures de microfinance au projet ?
8. Quels sont les résultats obtenus à ce sujet actuellement ?
9. Quels sont les principaux problèmes qui font que le projet n’arrive pas a prendre la vitesse de croisière nécessaire ?
10. Une partie importante du projet est supporté dans le budget du cofinancement, qu’est ce qui fait que la mobilisation de ces ressources soit un problème actuellement malgré l’engagement du gouvernement ?
11. Quels sont les stratégies mises en œuvre pour une durabilité du projet ?

## Annex 5 : Liste des personnes rencontrees

**Annexe 02 :** liste des autorités rencontrées

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| N° | Prénoms et Nom | Fonction | Contact |
| 1 |  | Préfet de Boffa |  |
| 2 |  | DPEEF/Kindia |  |
| 3 | Boubacar Barry | SG/CD de Mamou |  |
| 4 |  | SG/AA de Mamou |  |

**Boffa**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Nom et Prénoms** | **Localité/fonction** | **Téléphone** |
| 1 | Mamadou Aliou Bah | Koukouboui/Membre URAK | 666142655/623540056 |
| 2 | Hadja Aissatou Oury Bah | Koukouboui/ Membre URAK | 664999585/ |
| 3 | Aissatou Lamarana Bah | Koukouboui/ Membre URAK | 655636898 |
| 4 | Fodé Aly Camara | Agronome (contractuel) chargé de surveiller le bd | 625504511 |

**Kindia**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Prénoms & noms** | **Localité/Fonction** | **Contacts** |
| 1 | Ousmane Camara | Maçon | 621860152 |
| 2 | Mohamed Diané | Maçon | 621869205 |
| 3 | Fodé Momo Touré | Kindia/Animateur | 626408835 |
| 4 | Naby Sylla | Gréréyakhory/Client (agriculteur et éleveur) | 624776239 |
| 5 | Naby Camara | Gréréyakhory/Client (agriculteur et éleveur) | 624491139 |
| 6 | Naby Santos Camara | Gréréyakhory/Client (agriculteur et éleveur) | 623801792 |

**Mamou**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Nom et Prénoms** | **Localité/fonction** | **Téléphone** |
| 1 | Elhadj Amadou Oury Barry | Maloun/Client bd | 628190749 |
| 3 | Saïkou Amadou Diallo | Mamou/ maçon biogaz | 622936387 |
| 5 | Moussa Condé () | Mamou/ Point Focal Biogaz | 626176312 |

Conakry et ailleurs

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Nom et Prénoms** | **Localité/fonction** | **Téléphone** |
| 1 | Mamadou Cire Camara | Conakry/PNUD |  |
| 2 | Mamadou Kalidou Diallo | Conakry/PNUD |  |
| 3 | Eloi Kouadio | Conakry/PNUD |  |
| 4 | Ibrahima Bayo | Conakry/Biogaz |  |
| 5 | Mamadou Saliou Boiro | Conakry/Biogaz |  |
| 6 | Demba Diop | Conakry/Biogaz |  |
| 7 | Saliou Toure | Skype/PNUD |  |
|  |  | PED |  |

1. Remplir à l’aide des données du cadre logique et des fiches de résultats [↑](#footnote-ref-1)
2. Remplir à l’aide des données du Document de projet [↑](#footnote-ref-2)
3. Le cas échéant [↑](#footnote-ref-3)
4. Indiquer par code de couleur uniquement [↑](#footnote-ref-4)
5. Utiliser l’échelle d’évaluation des progrès à 6 niveaux : HS, S, MS, MU, U, HU [↑](#footnote-ref-5)
6. Remplir à l’aide des données du cadre logique et des fiches de résultats [↑](#footnote-ref-6)
7. Remplir à l’aide des données du Document de projet [↑](#footnote-ref-7)
8. Le cas échéant [↑](#footnote-ref-8)
9. Indiquer par code de couleur uniquement [↑](#footnote-ref-9)
10. Utiliser l’échelle d’évaluation des progrès à 6 niveaux : HS, S, MS, MU, U, HU [↑](#footnote-ref-10)
11. Le rapport ne devra pas excéder *40* pages au total (sans compter les annexes). [↑](#footnote-ref-11)